

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

- 1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*
- 2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*
- 3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*
- 4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernements actuels?*
- 5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de : Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Marguerite, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport (France); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, présr, A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley (Angle-terre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Vikto Hammerschlag (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin (Belgique); P. Istrati (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz (Suisse); Frantichek Soukup Theodor Bartocheck, Dr. Zdenek Nejedly (Tchécoslovaquie); Victor Serge (U. R. S. S.).

Emanuel Duvillard



Né à Lyon en 1887. Directeur du Bureau d'Archives scolaires et de recherches pédagogiques; professeur à l'Institut J. J. Rousseau.

Publications : « Les tendances actuelles de l'enseignement primaire », « L'Ecole de demain », « Le rôle éducatif de la Croix-rouge de la Jeunesse ».

Collaborateur au Peuple suisse, puis au Travail. Ancien président de la Société pédagogique de la Suisse romande. Président de la Société pédagogique genevoise. Protagoniste de nombreuses réformes scolaires.

Emanuel Duvillard est le président du Comité de Genève pour la Défense des victimes de la terreur blanche dans les Balkans.

Es-tu Serbe? Es-tu Bulgare? Es-tu Grec ou Albanais? A cette série de questions, le peuple macédonien donne, aujourd'hui comme hier, la même réponse : « Je suis Macédonien. »

Libérée du joug turc, la Macédoine connaît, plus atroces encore, les angoisses d'autrefois. Les exactions turques sont remplacées par des torturés plus savantes, des crimes plus raffinés. Ce peuple ne peut même plus, sous peine de supplice, parler sa langue. Et cependant il n'abdique pas. Plus que jamais, il revendique son indépendance. Que doit penser un citoyen suisse d'une telle aspiration? Doit-il la considérer comme légitime?

Citoyen suisse, je me solidarise avec mes frères de Macédoine; je souhaite, de toute mon âme, qu'ils obtiennent dans le cadre balkanique l'autonomie qu'ils réclament et à laquelle ils ont droit. Tous les adversaires de l'impérialisme capitaliste doivent désirer pour la paix de l'Europe la fédération des peuples balkaniques. Cette fédération nous épargnera la prochaine grande guerre. Car, il ne faut pas l'oublier, la question macédonienne est au centre même de la question balkanique. La fédération des peuples balkaniques est souhaitable, non seulement pour la Macédoine, mais encore pour les minorités ethniques de Grèce, de Yougoslavie et de Roumanie, dont les droits n'ont pas été respectés par les traités, dits secondaires, signés après la guerre mondiale.

De qui pouvons-nous attendre cette fédération? Des gouvernements? Ils en seront toujours les adversaires implacables. C'est que les intérêts des dynasties et ceux des grands propriétaires sont solidaires et que dans le chaos balkanique les uns et les autres trouvent leur profit.

La fédération des peuples balkaniques ne pourra être l'œuvre que des peuples eux-mêmes. Mais cette action n'est pas aussi facile à réaliser qu'on pourrait le croire. Les minorités balkaniques persécutées ne forment pas, pour l'instant, un front unique. Elles se dressent les unes contre les autres et servent, inconsciemment ou non, les intérêts des gouvernements.

Le premier point du programme d'action, c'est la formation du front unique des minorités persécutées. Il faut que les luttes intérieures macédoniennes cessent et que les hommes qui consacrent leur vie à la liberté ne soient plus, comme cela a été le cas souvent, les instruments conscients ou bénévoles des impérialismes serbe, grec ou bulgare. Il faut également que soient abandonnées les méthodes terroristes de certaines organisations révolutionnaires balkaniques. Ces

méthodes ont conduit d'autres mouvements à la ruine, les ont déconsidérés et ont donné à l'action répressive des prétextes nombreux d'intervention.

Le jour où le front unique des peuples balkaniques sera, non pas réalisé, mais seulement en voie de réalisation, l'opinion européenne sera plus sensible aux revendications balkaniques. Ce jour là, l'influence réactionnaire des gouvernements ne pourra plus s'opposer, avec le même succès, à la réalisation d'une réforme politique, qui sera le premier acte sincère d'organisation de la paix européenne.

Emanuel Duillard

Arthur Ponsonby



Arthur Ponsonby est né en 1871. Il a été page de la reine Victoria. Après avoir terminé ses études, il passa neuf années dans le service diplomatique, à Constantinople, à Copenhague, et au Foreign Office. Puis il adhéra à la démocratie libérale. Pendant trois années, de 1903 à 1906, il fut membre de l'Association Centrale Libérale, ensuite, premier, secrétaire privé de Sir Henry Campbell-Bannerman, premier ministre. Après la mort de ce dernier en 1908, il fut élu à une grande majorité membre de la Chambre des Communes.

Il était au Parlement depuis quelques semaines seulement lorsqu'il vota avec Keir Hardie et ses amis, condamnant le gouvernement d'avoir conseillé au roi Edouard de visiter le tsar russe au moment même où celui-ci réprimait le mouvement révolutionnaire russe. Pendant les dix années qu'il fut membre du parti parlementaire libéral, il était toujours en avance de son parti. Il présenta même un projet de loi pour l'abolition des titres héréditaires. Il plaida continuellement et avec énergie pour la réduction des armements, le contrôle démocratique de la politique extérieure, et la substitution de la coopération internationale à la formule de l'équilibre des forces. Lors de la guerre il prêcha intassablement les mêmes doctrines pacifiques.

Quittant son parti en 1918, il devint démocrate indépendant, puis adhéra au Labour Party.

Arthur Ponsonby est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « English Diaries » (Journal Anglais), « The Camel and the Needle's Eye » (Le chameau et le trou de l'aiguille), « The Decline of Aristocracy », « Democracy and Diplomacy », « Religion in Politics », etc.

Il existe une tendance chez les gouvernements de l'Europe occidentale de considérer les Balkans comme un foyer de troubles, d'intrigues et de possibilités de conflits. Les puissances occidentales elles-mêmes ont contribué de leur mieux à créer cet état de choses dans les Balkans. Avant la guerre, les états balkaniques étaient utilisés par les grandes puissances comme des gages pour leurs différents plans d'agrandissement. Chaque état balkanique était soutenu et encouragé par l'une des grandes puissances, et les animosités étaient attisées et les différends encouragés. La grande guerre elle-même éclata d'un incident balkanique et il a été démontré depuis qu'il n'y avait pas de justification à ce que de cet incident surgit la grande conflagration européenne. Dans les traités de paix les délimitations des frontières dans les Balkans furent faites de façon à rendre impossible l'association pacifique des états de la péninsule. De plus, il faut noter que les grandes puissances elles-mêmes fournissent des armes à ces états et permettent le trafic des armes avec eux. On peut donc vraiment dire que les états balkaniques ne doivent pas être tenus entièrement responsables des troubles qui continuent à exister dans la péninsule, mais que le blâme doit surtout s'adresser aux grandes puissances.

Il est très bien de parler d'une Fédération Balkanique. Il va sans dire qu'un tel idéal est désirable. Mais le problème de la Macédoine devra être résolu, la protection des minorités devra être assurée, l'accès de la Bulgarie à la mer Egée devra être établie, et l'idée de la coopération sans rivalités devra être acceptée par les différents gouvernements. Entretemps, les grandes puissances devront cesser de fournir des armes aux états balkaniques et procéder à leur propre désarmement; elles doivent reviser les traités de paix et employer leurs bons offices pour aplanir avec désintéressement les différends existant entre les gouvernements des nombreux états et contribuer en général à l'œuvre d'une coopération pacifique devant remplacer les rivalités hostiles.

L'idée d'une solution des problèmes balkaniques est absurde. Aucun problème international ne peut être définitivement résolu. Mais on peut faire beaucoup pour améliorer les présentes conditions et empêcher les injustices, qui existent actuellement, de causer de futurs troubles.

Arthur Ponsonby

Ben Tillett



Benjamin Tillett est né à Lower Easton, Bristol, en 1860. Dès son plus jeune âge il devait rudement travailler pour gagner sa vie : mousse dans un voilier à 8 ans, servant dans une barque de pêche à 12, puis apprenti chez un cordonnier, écuyer dans un cirque, engagé dans la marine royale, dans la marine marchande, dans les docks. En 1887 il organise quelques trois cents dockers, et ce groupe s'élargit rapidement jusqu'à former le Dockers' Union. Ce fut la grande grève des dockers en 1889 qui commença à rendre populaire le nom de Ben Tillett.

Cette grève terminée, Ben Tillett devient le secrétaire du « Dock-Wharf-Riverside and General Workers' Union » de la Grande Bretagne et de l'Irlande, jusqu'à la fusion de cette organisation avec la « Transport and General Workers' Union » en 1921. Il est actuellement le secrétaire politique et international de cette grande Union.

Ben Tillett a été membre de la Chambre des Communes de 1917 à 1924.

En 1912 il a été emprisonné à Anvers et à Hambourg, puis expulsé de ces villes, où il s'était rendu pour aider les dockers en grève.

Ben Tillett est l'un des principaux organisateurs-fondateurs du « General Federation of Trades », « National Transport Workers' Federation », « National Federation of General Workers », « International Transport Federation », « National Labour Party ». Il est membre du Conseil Général du « Trades Union Congress ».

Il est l'auteur de différents ouvrages, dont : « Caractère et milieu », « Collectivisme », « Socialisme », « Syndicalisme », « Histoire de la Dockers' Union », « Histoire de la grève des ouvriers du transport de Londres en 1911 », « L'Etat et l'individualisme », « Le Christ et le travail », etc.

Ben Tillett est un orateur qui a maintes fois impressionné la Chambre des Communes, et il est l'un des tribuns populaires les plus puissants de la Grande Bretagne.

Le partage de nations ne peut jamais servir la cause de la paix. La psychologie d'une nation appartenant à n'importe quelle race, grande ou petite, la pousse irrésistiblement vers l'union de ses parties détachées tant que le sentiment de sa nationalité existe chez elle.

Les droits des minorités dans les Balkans sous les gouvernements actuels ne sont pas reconnus ni respectés. C'est cette négation du droit humain le plus élémentaire qui constitue l'obstacle à tout accord entre les différents peuples de la péninsule. Ce n'est que la Russie des Soviets qui a reconnu intégralement ces droits et a réalisé ainsi l'harmonie entre les pays et les peuples faisant partie de l'Union.

Les rivalités entre les pays balkaniques ne pourront prendre fin que lorsque les travailleurs de ces pays apprécieront les bienfaits de l'union et de l'unité économique.

La Fédération de ces peuples ne pourra être réalisée tant que les capitalistes et les militaristes continueront à les dominer et les opprimer.

La Fédération Balkanique est un idéal dont la réalisation fera pour la paix du monde plus que n'importe quel autre moyen que je puisse suggérer. Mais les efforts que les Balkans ont déployés pendant des siècles pour arriver à une coopération quel-

conque des différentes races ont abouti plus ou moins à néant, et nous voyons les nations plus occidentales et plus avancées se débattre dans les mêmes dilemmes des mêmes causes économiques.

La Fédération Balkanique ne sera que l'œuvre des ouvriers et je ne puis concevoir une autre section de la société balkanique qui désirerait cette Fédération, qui désirerait la paix ou l'harmonie. Il incombe aux démocraties et aux communautés balkaniques au dehors de la classe qui les gouverne de se dresser indépendantes en esprit et de regarder en face ceux qui dans le passé ont été des gouvernants et des militaristes au service de la classe capitaliste dominante.

La Société des Nations n'a pas pu, jusqu'à présent, atteindre son but ; mais, et nous devons le reconnaître, elle n'a pas rendu pire la situation, et elle a même contribué à encourager le sentiment de la fraternité et de la responsabilité internationale.

Ben Tillett

La fournaise balkanique

On ne redira jamais assez quel péril la structure balkanique actuelle constitue pour la paix et la liberté des peuples : pour la paix, parce que l'oppression des minorités ethniques, l'écrasement des vaincus par les vainqueurs, le développement des impérialismes grands et petits, les ambitions des gouvernements mi-féodaux, mi-capitalistes, les considérations de prestige dynastique, les excès du militarisme, y entretiennent des permanentes causes de conflit armé. Pour la liberté, parce que des Etats fondés sur l'asservissement de la majorité par une oligarchie apparaissent comme autant de représentants d'un statut politique que les autres Etats de même formation sont intéressés à sauvegarder et qu'ils étendent à travers le monde le champ des dictatures personnelles.

La querelle qui s'était élevée récemment entre la Bulgarie d'une part, la Roumanie et la Yougoslavie de l'autre, n'a pas pris les développements que l'on pouvait appréhender. Normalement, les grandes puissances exploitent les discordes balkaniques ; elles les attisent pour en tirer profit, comme elles ont fait avant la guerre mondiale : on avait vu l'Autriche-Hongrie s'appuyer sur la Bulgarie et la Roumanie, et la Russie tsariste sur la Serbie, quand ce n'était pas le cabinet de Petersbourg qui inspirait le cabinet de Sofia et lorsque le souverain de Belgrade ne recevait pas ses directives de Vienne. L'argent des Etats de premiers plans jouait son rôle dans les capitales de la presqu'île, comme il avait servi à soudoyer les Suédois à la fin du 18^e siècle.

Mais en ce moment c'est dans d'autres champs clos que s'affrontent les grandes chancelleries. Les problèmes de la Société des Nations et celui du franc absorbent leur autorité. Et voilà pourquoi elles ont prêché le calme à Sofia, à Belgrade, à Bucarest et à Athènes. Ce calme ne saurait durer beaucoup parce que, demain, ces mêmes chancelleries jugeront utile de le troubler à nouveau et qu'elle trouveront toujours l'occasion de cette perturbation. Il suffit de considérer l'état des Balkans de mois en mois pour savoir que si des changements superficiels s'y produisent, dans la réalité aucune pacification n'est compatible avec le maintien de leur structure politique et sociale.

Laissons l'échange des notes serbo-roumano-grecque et bulgare. L'activité diplomatique dans la presqu'île est telle, les traités qu'on y signe sont si nombreux qu'on se croirait à la veille d'une conflagration. La diplomatie prépare toujours la guerre ou en prolonge les effets, dans le monde dynastique et ploutocratique où nous vivons.

L'accord yougoslave-hellénique que Pangalos avait passé avant sa chute avec le cabinet Ouzounovitch-Nintchitch ne saurait être tenu pour un facteur de détente. Le propre de tels accords est d'être dirigé contre quelque Etat. Quel est cet Etat ? Le gouvernement de Belgrade a immédiatement dénoncé un complot contre sa sécurité. Mais l'Italie a fait grief de ce pacte et à la Grèce (car elle a peur de l'action de cette dernière dans le Dodécannèse), et à la Yougoslavie (qui a jusqu'ici résisté à ses entreprises). Mussolini, qui a dissimulé les clauses essentielles de son arrangement avec l'Espagne, proteste ici contre la diplomatie secrète. Il est probable qu'il a raison, tout comme ceux qui signalent les intrigues internationales du fascisme.

On l'accuse lui-même et non sans motif de préparer une ligue des gouvernements dictatoriaux avec la Roumanie et la Hongrie. A première vue, on se demande comment pourraient s'entendre la Roumanie qui s'est enrichie de la Transylvanie, et la Hongrie qui n'a pas renoncé à cette province. Mais Averesco et Horthy, comme Mussolini, représentent des oligarchies de grands propriétaires et de grands industriels qui feraient table rase de certaines considérations pour opposer un front commun aux masses ouvrières et paysannes. Déjà Averesco et le sous-secrétaire d'Etat Grandi ont signé l'autre jour un traité à Acqui. Traité de neutralité, a-t-on dit, et nous savons ce qu'il en faut penser.

La même Roumanie a conclu avec la France un accord qui lui garantit ses frontières et qui est manifestement tourné contre la Russie

Soviétique. Si demain Averesco s'entend avec Horthy, la France par personnes interposées sera liée avec le chef des faussaires Magyars. La France a négocié un accord avec Nintchitch. Contre qui ? Vraisemblablement contre l'Italie, et l'Italie en négocie un autre avec le même Nintchitch. Contre qui ? Contre la France ? ou contre la Hongrie ? on n'y comprend plus rien. La multiplication des alliances et contre-alliances est telle dans les Balkans où chaque dynastie prend ses garanties contre la révolution, qu'il devient impossible de fixer la position réelle de chaque gouvernement.

Ce qui est certain, c'est que le chaos balkanique est le repaire de toutes les intrigues, l'officine de toutes les aventures, et que le pire pourra toujours en sortir aussi longtemps que les masses, enfin libérées, n'auront pas réussi à se fédérer et à se donner une unité qui respecte les aspirations de chaque nation.

Paul Louis

Le Congrès de la Paix de Genève, instrument d'impérialisme

Examinons de près, sans colère et sans parti pris, selon le grand commandement de l'historien latin, le Congrès de la Paix qui vient de se tenir à Genève.

Il ne nous est pas possible de ne pas constater une fois de plus, à cette occasion, l'œuvre antipacifiste qu'accomplissent en définitive ces manifestations quasi officielles, et de conclure qu'elles n'ont de pacifiste que la grande publicité qui les entoure et les intentions qu'elles affichent.

Je noterai simplement ceci :

au début du Congrès, le délégué bulgare, un ancien socialiste, a fait un éloge dithyrambique du gouvernement Liapcheff, qu'il a présenté comme le gouvernement d'apaisement et de légalité par excellence. Ce grossier paradoxe, particulièrement sacrilège dans une pareille enceinte, a été écouté béatement par les congressistes, et a obtenu, disent les comptes-rendus officiels, et rapportent les témoins, le plus complet succès. Effet touchant de la confraternité des délégués balkaniques — et de la sélection qui avait présidé à leur désignation : personne n'a apporté à la tribune du Congrès la triomphante réfutation qu'eût été une simple mise au point sincère. Il eût suffi de signaler quelques unes des dernières nouvelles qui nous parviennent en ce moment même et qui attestent le recommencement des assassinats politiques en masse dans la Bulgarie ; 20 personnes arrêtées par la police il y a 20 jours dans les villages de Golema Gelesna et Borima, et dont on vient de retrouver les corps couverts d'un peu de terre dans la forêt. A Ladjené, le maltraitement d'un membre du grand Consistoire Juif, et les menaces dirigées par l'association secrète « Rodna Zachtita » contre différentes personnes notamment contre M. Markham, citoyen américain, coupable d'avoir écrit contre la terreur.

Voilà donc une assemblée constituée en vue de défendre les principes de solidarité et de justice, et qui consacre un état de choses qui est la négation brutale de ces principes, fournit une arme aux persécuteurs, et encourage par son attitude les bourreaux du peuple bulgare !

Ce n'est pas tout. Le Congrès a reçu une lettre signée de Georges Pioch et de moi-même, lui demandant de s'élever par une résolution contre les faits indéniables de terreur blanche dans les Balkans. Cette protestation cadrerait de la façon la plus précise avec son programme humanitaire et pacifiste, car il n'est pas une personne sensée qui puisse nier que le sanglant désordre balkanique actuel, les sévices exercés contre les minorités ethniques qu'on cherche à nationaliser et dénationaliser de force et contre les juifs, les conflits de frontières, etc. —, constituent un foyer permanent d'excitations et de guerres extérieures.

La Commission compétente a jugé que « la question n'était pas suffisamment claire », et elle l'a renvoyée au prochain Congrès. La vérité, c'est que M. von Gerlach, délégué allemand, dont l'influence a été prépondérante dans les commissions et dans le congrès lui-même, était opposé à une solution de ce genre, que M. Lafontaine, autre potentat du pacifisme, et quelques autres leaders, ont manifestés à ce sujet un désintéressement absolu, si bien que des hommes consciencieux comme le professeur Goldscheid ont été impuissants à faire adopter le point de vue de l'équité, malgré une lettre pressante de M. Duvillard, président du Comité Suisse pour les Victimes de la Terreur Blanche.

Quand, à la fin du Congrès, M. Ferdinand Lope, membre de la délégation française, a demandé la parole pour une motion concernant la Terreur Blanche, quelques murmures se sont élevés dans la salle — où se pressaient les délégués du Droit, de la Justice et de la Fraternité — et le président, un certain M. Louis Favre, n'a pas donné la parole à Ferdinand Lope.

Ces faits doivent être soulignés, à la honte du Congrès de Genève, et nous avons le devoir de mettre dans une lumière crüe l'attitude qu'adopte une assemblée internationale, dite de la paix, en présence d'une question tragique d'intérêt immédiat, étayée sur des faits qui ne sont pas et ne peuvent pas être démentis, et qui est partie intégrante de la cause de la justice de l'humanité, et plus expressément encore, de celle de la tranquillité internationale.

M. von Gerlach, parlant de moi à un journaliste qui lui demandait son impression sur mon livre *les Bourreaux* a dit personnellement beaucoup de bien de moi, mais pour ajouter que mon témoignage était infirmé par ma double qualité de poète et de communiste. Je me permets de penser que ce ne sont pas là des arguments contre une réalité qui s'accuse elle-même, dès qu'on ne détourne pas ses yeux et qu'on ne se bouche pas les oreilles.

Ce même M. von Gerlach, chargé de représenter au Congrès de Genève les aspirations pacifistes et altruistes de la bourgeoisie allemande, a fait à ce Congrès un important rapport sur la question coloniale. Il a « prouvé » que la colonisation des peuples arriérés par les peuples civilisés, est une œuvre nécessaire, qui doit s'étendre et progresser tant que les civilisés jugeront qu'ils sont supérieurs aux autres.

Cette belle raison d'ordre générale s'éclaire singulièrement d'une raison d'ordre particulier et pratique : Le rapporteur déclare que dans l'attribution des mandats coloniaux — formule qui a toute son approbation — il y aura lieu de tenir compte de tous les états membres de la Société des Nations.

Or, l'Allemagne va entrer dans la Société des Nations. Elle pose déjà par la voix de M. von Gerlach, en plein Congrès de la Paix, les prétentions qu'elle a d'obtenir sa part dans la distribution des mandats coloniaux.

« Tout cela est merveilleusement organisé », comme l'écrit un homme de cœur et de courage M. Léon Nicole, directeur du *Travail*, de Genève.

Est-il besoin d'ajouter que mue par un noble sentiment de nationalisme, que nous voulons bien croire subconscient, à l'audition du rapport von Gerlach, les délégués des autres pays au Congrès de la Paix, n'ont pas entendu de cette oreille-là : les mandats coloniaux sont excellents pour leurs pays, non pour l'Allemagne et la question a été renvoyée au prochain Congrès.

Par ailleurs, si le Congrès ne s'est pas permis de flétrir les fascistes tortionnaires des Balkans, il a voté avec enthousiasme, sous la conduite de MM. Lafontaine, Lucien Le Foyer, et consorts, une motion en faveur de la Géorgie et des républiques de la Transcaucasie.

La réunion de ce Congrès, coïncidant avec celle de la Société des Nations, a du reste amené à Genève et dans toute la Suisse, une étrange recrudescence de l'esprit réactionnaire. Le Conseil d'état de Genève a refusé au Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche, purement humanitaire et non politique, d'organiser une réunion. Toute manifestation publique est interdite. Otto Bauer, venu à Zurich pour assister à la réunion de la Commission Exécutive de la 2^e Internationale, s'est vu refuser l'autorisation de prendre la parole en public. Les journaux indépendants qui subsistent en Suisse, dénoncent cette vague de réaction « qui fait marcher la Suisse à la remorque des états les plus rétrogrades de l'Europe », et mettent, en fait, ce noble pays sous le régime de la loi Haerberlin que rejeta pourtant le peuple suisse, dans un vote mémorable.

Mais a-t-on souci, là comme ailleurs, de la volonté du peuple ?

Pour en revenir au scandaleux Congrès de la Paix, il n'est pas nécessaire d'être un poète et un communiste, il suffit d'être un homme de bon sens, pour faire siennes les conclusions de Léon Nicole : « Nous supplions nos lecteurs de ne pas, de ne plus, se bercer d'illusions quant aux résultats que l'on peut attendre des parolotes pacifistes bourgeoises. Il n'est rien de plus trompeur dans le monde de la politique. Congrès de la Paix ? Non, tripot où l'on intrigue et marchande au nom du militarisme et nationalisme, qui sont toujours debouts — et comment ! »

Henri Barbusse

La question macédonienne

L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (Unifiée) sur la situation en Macédoine

La résolution de sa Conférence Constituante

Nous venons de recevoir, pour être publiée, la Résolution que L'O. R. I. M. (Unifiée) a adoptée dans sa Conférence Constituante. Dans le n° 41 du 1^{er} avril 1925 de notre journal nous avons publié l'Appel de cette Organisation adressé au peuple macédonien ainsi que des extraits de ses statuts. Nous publions aujourd'hui avec empressement cette Résolution. Le point de vue de l'O. R. I. M. (Unifiée) dans la question macédonienne y est exposé à fonds; ce point de vue préconise le remède fondamental à la question macédonienne; et l'O. R. I. M. (Unifiée) est le meilleur défenseur des intérêts et de l'idéal du peuple macédonien.

Nous considérons remplir un devoir en faisant cette publication précisément en ce moment où les discordes entre les Etats balkaniques qui se sont partagé la Macédoine prennent un caractère aigu, en ce moment où les dangers de conflits armés dans les Balkans augmentent.

Ensemble avec le Manifeste du 6 mai 1924 et l'Appel de l'O. R. I. M. (Unifiée) cette Résolution donne un tableau complet de la situation en Macédoine et indique l'unique voie juste à adopter pour la solution du problème macédonien, du problème balkanique en général: la reconnaissance du droit d'auto-détermination du peuple macédonien, de tous les peuples balkaniques, et leur Union en une République Fédérative.

La Rédaction

La Conférence constituante de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (Unifiée), après avoir entendu les rapports des délégués sur la situation des différentes contrées de la Macédoine et celui du camarade Kalinovsky sur la situation en Macédoine et la question macédonienne au point de vue international a constaté :

I. — 1^o Que la population en Macédoine sous domination bulgare est non seulement privée de toute liberté constitutionnelle — et l'on peut en dire autant du peuple bulgare — mais qu'elle gémit sous la plus effroyable terreur exercée par les agents de Tsankoff et les bourreaux sanguinaires à la solde des chefs verkhovistes Protoguéroff et Iv. Mikhailoff,

que le gouvernement de Tsankoff et ses agents macédoniens considèrent la région de Petritch comme un territoire occupé et qu'ils se servent vis-à-vis de la population de tous les moyens barbares des conquérants d'autrefois pour la subjugué ;

2^o Que le nombre des détenus, des torturés et des tués de cette contrée a atteint des chiffres énormes : en septembre 1923 ont été tués 110 révolutionnaires macédoniens, dont Iv. Ilieff et Tod. Tehopoff ; en septembre 1924 : 160 révolutionnaires macédoniens de la gauche de l'O. R. I. M., dont Tchoud. Kantardjief, Ars. Jovkoff, Métođi Alexieff, etc., sous prétexte d'avoir participé à une conspiration imaginaire contre T. Alexandroff assassiné sur l'ordre de Tsankoff et de Protoguéroff ; le 14 et le 15 mai 1925, juste une semaine après l'assassinat du révolutionnaire macédonien Todor Panitza à Vienne, ont été tués 80 paysans, ouvriers et artisans dans la région de Nevrokop et 250 Macédoniens, gardés par des hommes de confiance de Protoguéroff, sont encore détenus dans un camp de concentration ; à l'occasion du récent congrès des organisations des jeunesses macédoniennes à Gorna Djumaya ont été tués 26 jeunes Macédoniens qu'on suspectait d'être des adversaires du verkhovisme ;

3° Que la situation économique de la population de la région de Petritch est des plus pénibles : les producteurs sont obligés de vendre leur tabac à des maisons et des personnes indiquées par les différents « voyvodes » et « leaders » de l'organisation verkhoviste ; que les prix des tabacs sont fixés très bas, — trois fois plus bas qu'il y a deux ans, vu que le « groupe parlementaire macédonien » du « Demokratitcheski Zgovor » presque en entier et les « leaders » et « voyvodes » de l'organisation se sont mis au service des compagnies de tabacs et forcent la population à vendre ses produits aux personnes et aux maisons indiquées par eux ; que ces mêmes « leaders » et « voyvodes » jouent aussi un identique rôle misérable dans le « rachat » des différentes fermes ; que les agents gouvernementaux et verkhovistes commettent des abus cyniques dans la distribution des biens abandonnés en spéculant ainsi sur la situation malheureuse des masses des réfugiés et soumettent la masse de la population locale à un régime de terreur ;

4° Que la population de cette région vit dans les conditions les plus insupportables : la cherté de la vie prend de jour en jour des proportions énormes, les prix des produits de première nécessité augmentent continuellement, les « contributions » et « amendes » que les « dirigeants » de l'organisation verkhoviste imposent à la population deviennent de plus en plus écrasantes et empirent à un plus haut degré la situation économique, déjà insupportable ;

5° Que le gouvernement bulgare actuel continue à mener une politique de conquête vis-à-vis de la Macédoine et qu'il se comporte en ennemi envers le peuple macédonien et le mouvement révolutionnaire en Macédoine ;

6° Que le gouvernement Tsankoff persécute par tous les moyens illégaux et inhumains l'émigration macédonienne et manifeste une insouciance criminelle pour les victimes de sa politique : les réfugiés macédoniens qui errent à travers la Bulgarie, vêtus de haillons, affamés et malades ;

7° Que ce gouvernement trahit les intérêts macédoniens et se sert du mouvement macédonien pour ses buts politiques — chose que d'ailleurs les gouvernements bulgares ont toujours fait depuis que le mouvement révolutionnaire macédonien existe et que l'émigration en Bulgarie s'est organisée pour seconder ce mouvement ;

8° Que le gouvernement anti-national actuel en Bulgarie a non seulement refusé de défendre les droits que les traités de paix accordaient aux minorités bulgares en Macédoine sous domination serbe et grecque, mais, en signant divers traités et accords, il a vendu les intérêts du peuple macédonien ;

9° Que le gouvernement Tsankoff a massacré en Bulgarie, à l'aide de la Ligue des officiers et de divers mercenaires macédoniens, 20.000 ouvriers, paysans, artisans et intellectuels — la fleur de la nation bulgare ; leur crime n'a été que de manifester un vif intérêt pour la liberté du peuple macédonien et de montrer un grand empressement pour soutenir l'action visant à sa libération et son union ;

10° Que l'organisation de Protoguéroff et de Mikhailoff, qui s'est mise complètement au service du gouvernement Tsankoff et qui s'est approprié le nom populaire de l'O. R. I. M., n'est nullement une organisation révolutionnaire macédonienne ; que non seulement elle ne représente et ne défend pas les intérêts et les idéals du peuple macédonien des différentes parties de la Macédoine aspirant à une Macédoine indépendante, mais elle ne représente et ne défend même pas les intérêts et les idéals du peuple macédonien sous la domination bulgare, de l'émigration et des réfugiés macédoniens en Bulgarie ; plus encore : tendant à coordonner ses actions avec la politique du gouvernement bulgare, cette organisation est prête à devenir une alliée de Pachitch pourvu que ce dernier accorde les droits culturels aux Bulgares en Macédoine ;

11° Que les bandes de Protoguéroff tuent tout Macédonien qui n'accepte pas les idées du verkhovisme bulgare ; elles terrorisent et tuent des personnes qui, il y a 15—20 ans, avaient fait partie de l'O. R. I. M. et lutté contre le verkhovisme perfide ; elles assassinent toute personne soupçonnée d'avoir des rapports avec des groupes et des organisations qui luttent contre la dictature militaire de Tsankoff-Volkoff et contre leur bande criminelle ; elles envoient des assassins aussi à l'étranger pour assassiner les véritables révolutionnaires macédoniens ; elles ont tué P. Tchaouloff à Milan et T. Panitz à Vienne ; elles ont commencé à organiser des massacres même parmi leurs camarades, dont plusieurs comme P. Mikhailoff, Assène Daskaloff, Ivan Brilio et autres qui ont été jusqu'au dernier moment leurs partisans les plus fervents ont été mis à mort parce qu'ils osaient critiquer les actes des dirigeants verkhovistes ; dans l'organisation des fascistes macédoniens figurent et participent comme membres actifs des jeunes officiers de la Ligue Militaire qui organisent presque tous les meurtres et les massacres ordonnés par le gouvernement en exécutant souvent d'eux-mêmes les adversaires du régime actuel ; un grand nombre d'anciens révolutionnaires macédoniens et d'autres Macédoniens honnêtes participent, sous les menaces, dans l'organisation verkhoviste ; cette bande est un instrument docile du gouvernement Tsankoff et elle a à sa disposition tous les moyens dont dispose le gouvernement lui-même ;

12° Que grâce à l'appui sans réserve du gouvernement, Protoguéroff et Mikhailoff ont réussi à prendre en leurs mains la direction des organisations macédoniennes légales en Bulgarie et en Macédoine sous domination bulgare : Comité National, Organisation « Ilinden » et Union des jeunesses macédoniennes ; par suite de leur terreur effroyable, les émigrants et les réfugiés macédoniens honnêtes en Bulgarie sont privés de toute possibilité de s'organiser en des groupes et de former des organisations macédoniennes indépendantes et légales ;

13° Que l'organisation verkhoviste, en sa qualité d'exécutrice du gouvernement Tsankoff, a mis et met toujours à la disposition de ce gouvernement des malheureux paysans, ouvriers, artisans et intellectuels macédoniens déclassés pour tuer les adversaires politiques de ce régime — ils ont tué l'ancien ministre Nicolas Guénadiéff, les députés P. Petkoff, D. H. Dimoff, T. Strachimiroff, Har. Stoyanoff, Dachine et beaucoup d'autres personnalités politiques ;

II. — 1° Qu'en Macédoine sous domination serbe la population est privée de toute liberté de mouvement, de presse, de parole, de réunion et d'association ; que le gouvernement réactionnaire de Pachitch a privé le peuple macédonien des libertés nationales et culturelles les plus élémentaires qu'il possédait même sous le joug odieux de la domination turque ; qu'il empêche toute manifestation de vie nationale des Macédoniens en interdisant la formation d'un parti politique national quelconque ;

2° Qu'il se sert de tous les moyens dont peut disposer l'état serbe pour dénationaliser et assimiler le peuple macédonien ; les écoles de l'état serbe ne sont pas des établissements scolaires où les jeunes Macédoniens s'instruisent, mais des instituts qui ont pour but de recruter des agents du serbisme ; on poursuit les mêmes buts par les différentes excursions qu'on organise pour ces jeunes gens dans toute la Yougoslavie et par les banques que l'on crée en Macédoine ;

3° Qu'en poursuivant le but de changer le caractère de cette contrée macédonienne, le gouvernement serbe, par tous les moyens raffinés dont dispose un pouvoir réactionnaire jésuite comme l'est celui de Pachitch, oblige la population locale à quitter ses foyers ; et les terres, les boutiques et les maisons des paysans et des artisans macédoniens sont ensuite occupées par des colons : Monténégrins, Serbes de Slavonie, Croates et autres ;

qu'il massacre les paysans, les ouvriers et les intellectuels macédoniens mécontents, comme cela a été le cas dans le village de Garvan et les régions de Radovitch et de Kotchani ; que les prisons en Macédoine sont bondées de détenus politiques, même après l'amnistie de l'année passée ;

4° Que la misère la plus noire règne dans cette partie de la Macédoine, misère dont souffrent aussi bien les paysans que les ouvriers, les artisans et les intellectuels ; la question agraire n'est pas résolue, les petits cultivateurs ne disposent pas suffisamment de terres pour nourrir leurs familles ; les sans-terres restent dans l'état d'esclaves économiques ; les propriétaires des fermes sont les enfants gâtes de la réaction serbe ; les impôts sont insupportables ; la corruption a envahi l'administration publique ;

5° Que le gouvernement réactionnaire serbe mène une politique démoralisatrice envers le peuple macédonien en organisant des bandes dirigées par des traîtres macédoniens : Gr. Tsikleff, St. Micheff, Kalamatieff et autres — anciens hommes de confiance de T. Alexandroff, bandes formées sous prétexte de lutter contre les bandes de verkhovistes bulgares, mais en réalité pour massacrer les adversaires du gouvernement de Pachitch et incendier leurs maisons — comme cela a été le cas dans la région de Kotchana où 250 maisons furent incendiées ;

6° Que ces bandes forcent la population macédonienne de la région de Brégalnitsa d'adhérer à leur association qui porte la nom d'« association contre les bandits bulgares », et de leur payer divers taxes et impôts ; qu'elles sont enfin les exécutrices des ordres de la réaction de Belgrade, les soutiens les plus sûrs de l'hégémonie du serbisme en Macédoine et les agents les plus actifs du pouvoir actuel en Serbie ;

7° Que le gouvernement serbe « découvre » différents comités et organisations révolutionnaires, comme par exemple à Chtipe, à Stroumitza, Valandovo, dans l'unique but de briser l'esprit combattif et la conscience nationale du peuple macédonien ;

8° Que les gouvernements de Belgrade et particulièrement le gouvernement Pachitch se servent depuis 22 années de divers bandits comme V. Trbitch, Kosta Pekianetz, Babounski, Tsirtsouriski et autres — des verkhovistes serbes, pour introduire leur politique terroriste et dénationalisatrice ;

9° Que pour atteindre ce but, le gouvernement serbe se sert de contre-révolutionnaires et officiers russes de l'ancienne armée de Wrangel qui se mettent partout au service de la réaction, du fascisme et de la terreur blanche ;

10° Qu'il applique des mesures répressives particulièrement brutales contre les nationalités en Yougoslavie qui composent la majorité écrasante de la population dans ce pays, et paralyse ainsi la lutte de nos alliés naturels ;

11° Qu'il mène des luttes des plus acharnées contre tous les partis politiques en Yougoslavie qui combattent sa politique

réactionnaire et dénationalisatrice et pour l'auto-détermination des peuples opprimés et leur fédération ;

III. — 1° Qu'en Macédoine sous domination grecque le peuple macédonien est soumis à des persécutions ;

2° Qu'on y massacre des paysans macédoniens sans aucun jugement, comme à Tarlis, à Livadichté, à Boutim et dans autres endroits ;

3° Que le peuple macédonien est privé de toute possibilité de développement national et culturel ;

4° Que depuis quatre années, les gouvernements grecs ont expulsé par la violence les paysans et artisans macédoniens de leurs foyers natals en les dépouillant de leurs biens ; que cette politique d'expulsion et de pillage continue toujours ;

5° Qu'il applique les méthodes de violence les plus raffinées pour assimiler et dénationaliser la population de cette contrée macédonienne, qu'il persécute les Macédoniens qui se servent de leur langue nationale ;

6° Que le gouvernement grec, pareil au serbe, malgré qu'il ait assumé un engagement international de donner aux nationalités qui peuplent la Grèce la possibilité de profiter des droits nationaux et culturels — persécute tout Macédonien qui songerait même à de tels droits ;

7° Qu'il persécute toutes les nationalités non-grecques et les oblige à émigrer, en dépeuplant ainsi la Macédoine de sa population macédonienne ;

8° Qu'avec sa politique d'installer en Macédoine des réfugiés grecs, il poursuit le but de créer un antagonisme entre la population locale et les réfugiés grecs du Caucase, de la Crimée, de l'Asie Mineure, de Constantinople et de la Thrace occidentale ;

9° Que la question agraire n'est pas encore résolue, les grandes fermes restant toujours la propriété des grands propriétaires fonciers ; que les paysans souffrent de la même injustice et se trouvent dans une situation plus misérable qu'auparavant ;

10° Que le gouvernement grec accorde aux différentes sociétés capitalistes européennes et américaines l'exploitation de diverses entreprises économiques, tendant par ce moyen à s'assurer l'appui des états capitalistes européens et américains ;

11° Que la Ligue Militaire grecque poursuit avec acharnement l'unique défenseur en Grèce des droits et idéals du peuple macédonien luttant pour son indépendance nationale et pour la Fédération Balkanique — le parti communiste qui lutte héroïquement pour ces droits à Salonique et à Cavalla ; des sentences cruelles ont été récemment prononcées dans ces villes contre des ouvriers grecs, membres de ce parti, qui a donné de nombreuses et valeureuses victimes pour ces droits et idéals ;

12° Que dans la lutte contre les nationalités et les masses travailleuses, le gouvernement grec trouve un appui chez tous les partis fascistes bourgeois en Grèce.

IV. — La Conférence de l'O. R. I. M. (Unifiée), constatant encore :

1° Que la politique des gouvernements balkaniques a été dictée jusqu'ici uniquement par les intérêts des bourgeoisies impérialistes et des dynasties balkaniques ;

2° Qu'ils ne s'intéressent à la Macédoine que pour profiter des souffrances du peuple macédonien afin de tirer des avantages politiques pour les gouvernements eux-mêmes et pour leurs dynasties ;

3° Qu'ils ne s'intéressent à la Macédoine qu'autant qu'elle peut être l'objet de leur politique impérialiste — pour son annexion entière ou, du moins, pour son partage ;

4° Que ces gouvernements sont des adversaires des tendances, des idées du peuple macédonien pour sa libération et son union ;

5° Que dans cette politique, ces gouvernements ont toujours été soutenus par tous les partis balkaniques bourgeois et impérialistes ;

6° Que les uniques alliées du peuple macédonien sont les nationalités opprimées et les masses laborieuses des Balkans.

V. — La Conférence de l'O. R. I. M. (Unifiée), après avoir enfin constaté que la question macédonienne n'est pas une question de caractère local qui n'intéresse que le peuple macédonien ; qu'elle n'est pas une question balkanique qui n'intéresse que les Balkans ; que les états européens, dans leur politique, se sont toujours montrés hostiles aux tendances de libération du peuple macédonien et ont toujours prêté leur appui à ses oppresseurs ; que les gouvernements de ces états tendent à se servir aussi de la question macédonienne pour des buts politiques lointains, en en profitant pour s'unir contre leurs adversaires extérieurs, en traitant tous les révolutionnaires macédoniens d'agents bolchéviks — ces révolutionnaires qui luttent pour la Macédoine indépendante et pour la Fédération Balkanique ; que ces gouvernements font tout ce qui est en leur pouvoir pour conserver le régime actuel d'injustice dont souffre le peuple macédonien ;

Considérant, d'autre part, que la lutte du peuple macédonien pour sa libération et son union en une entité politique trouve un appui chez les peuples opprimés et les masses laborieuses des Balkans et jouit de la sympathie de tous les peuples et masses travailleuses opprimés du monde entier organisés en des partis et organisations révolutionnaires ; que de tous les états existant actuellement, la Russie des Soviets est le seul qui ait relevé le principe de l'auto-détermination des peuples et appliqué chez elle ce principe, en garantissant à toutes les nationalités le droit de disposer, à leur gré, de leur sort ;

La Conférence Constituante de l'O. R. I. M. (Unifiée) a résolu :

1° De faire une large propagande et de poursuivre une agitation renforcée parmi le peuple macédonien sans distinction des nationalités qui le composent, en vue de l'organiser pour une lutte révolutionnaire ayant pour but la libération de la Macédoine et son union en une entité politique, la République Macédonienne libre et indépendante, et sa Fédération avec les autres républiques nationales libres balkaniques — pour la constitution de la Fédération Balkanique ;

2° De continuer la lutte menée jusqu'à présent en la coordonnant aux luttes de tous les partis et organisations nationales et politiques des Balkans qui acceptent le principe de l'auto-détermination des peuples balkaniques et leur fédération en une République Fédérative Balkanique ;

3° De démasquer la politique criminelle de tous les gouvernements balkaniques et de mener une lutte acharnée et décisive contre leur politique de conquêtes et de partage, de même que contre la politique de colonisation, assimilation et dénationalisation de la Grèce et de la Serbie ;

4° De dévoiler l'essence de la politique des états impérialistes européens vis-à-vis des Balkans et particulièrement de la Macédoine ;

5° De démasquer les traîtres macédoniens qui se sont mis au service des impérialismes bulgare, serbe et grec et de mener une lutte acharnée contre eux ;

6° De renforcer sa propagande et son agitation à l'étranger parmi les masses travailleuses et les milieux avancés, de même que parmi les émigrations macédoniennes et balkaniques, pour une Macédoine Indépendante et pour une Fédération Balkanique.

Les « Autonomistes » et le Comité Balkanique de Paris

Le Comité pour la Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans avait adressé à M. Liapcheff une lettre énergique pour protester contre les menaces d'assassinat lancées par les gens du groupe Protoguéroff contre notre camarade et ami Vlahkoff.

Dans la feuille des autonomistes *La liberté ou la Mort* on s'était efforcé d'y répondre : on avait protesté contre le ton de la lettre, contre les « mensonges de Moscou », contre le fait que cette lettre avait été adressée au Président du Conseil, « comme si l'O. R. I. M. était un bureau du gouvernement bulgare, auquel celui-ci pouvait donner des ordres », on assurait que les Autonomistes préconisent eux aussi le Fédération Balkanique, etc.

Le secrétariat du Comité communique à l'Agence des Balkans de Paris les réponses suivantes aux affirmations contenues dans ce document :

« Le ton de la lettre était celui qu'il est naturel de prendre pour parler d'hommes qui, ayant commis des assassinats multiples manifestaient leur volonté de commettre un crime de plus.

Il est avéré que le groupe des conspirateurs d'Ivan Mikhailoff et de Protoguéroff ne travaille pas pour l'indépendance de la Macédoine, mais sert les visées annexionnistes du gouvernement bulgare. L'ancienne O. R. I. M. est bien une organisation dépendant de Sofia. Le ministre de France M. Dard, vient de le proclamer après tant d'autres. Le général Protoguéroff est un général de l'armée bulgare, ayant fait toute sa carrière dans l'armée bulgare. Il possède un pouvoir prépondérant dans la Ligue militaire bulgare. Il est du cadre de réserve, mais dans les pays civilisés les officiers de réserve sont contrôlés par le gouvernement. Imagine-t-on en France ou en Angleterre un général de réserve organisant des bandes armées et fomentant des attentats, des attaques en masse, etc., au milieu de l'indifférence du gouvernement ?

Les autonomistes prétendent préconiser la Fédération Balkanique... en prêchant pour le compte du gouvernement de Sofia, la haine sauvage contre les peuples grec et serbe au lieu de préparer, d'accord avec ces peuples, le renversement des tyrans de Belgrade, d'Athènes, de Sofia et de Bucarest qui, seul, peut permettre d'établir une Macédoine libre dans une libre Fédération Balkanique.

Les autonomistes accusent M. Vlahoff d'être l'instigateur des assassinats de Todor Alexandroff et de Nikola Mileff. Pour le premier assassinat, des présomptions, qui vont jusqu'à la quasi certitude de la culpabilité, pèsent sur le général Protogueroff, présent lors du meurtre. Les accusations portées contre M. Vlahoff, homme d'honneur et de conviction, sont totalement absurdes aussi en ce qui concerne Nikola Mileff, tué à Sofia, dont les assassins purent fuir protégés par la police du coup d'état.

Le Comité Balkanique n'a pas cessé de réclamer par la parole et par la plume la libération complète de la Macédoine et de dénoncer les atrocités des gouvernements serbe et grec contre les populations macédoniennes annexées, comme il a flétri les violences des hommes de Protogueroff contre les Macédoniens de Bulgarie qui ne se plient pas à la volonté de la Ligue militaire et des autonomistes. »

Même dans leurs tentatives de se disculper, les Autonomistes n'ont pas réfuté leur projet d'assassiner Vlahoff.

Les massacres en Dobroudja

Un appel de l'Organisation des émigrants dobroudjais à Sofia

L'Organisation des émigrants dobroudjais à Sofia a adressé à l'opinion publique internationale un appel où sont exposés les faits relatifs à la terreur systématique exercée sur la population dobroudjaise et aux massacres accomplis sur des paysans dobroudjais, par les agents de l'oligarchie roumaine. Nous nous faisons un devoir de publier cet appel.

La Réd.

L'administration roumaine en Dobroudja ne cesse pas de renforcer la terreur sur la population bulgare sans défense. Dans le but de faciliter l'installation des colons koutso-valaques de la Macédoine, les Roumains fondèrent l'organisation « Actiunea Rumaneasca » à laquelle ils confièrent la mission de créer les conditions nécessaires pour l'installation des Koutso-valaques. Elle est dirigée par des personnalités en vue : anciens préfets, préfets en fonctions, maires, directeurs et professeurs de lycées, chefs de la sûreté générale, avocats, officiers, etc., dont la plupart sont des Koutso-valaques, comme MM Tachko Poutchéra, Perikli Papa Hadji, Guéorgui Zouka, Hintsiescu, Tachko Statou, le capitaine Popescu et autres.

Le but et la tâche de l'organisation « Actiunea Rumaneasca » sont clairement définis par ses inspirateurs et fondateurs. C'est ainsi qu'à la fête de St Spass, cette organisation inaugura à Silistra son drapeau portant la devise suivante : Roussé-Choumen-Varna.

L'ancien préfet de la même ville, Tachko Poutchéra, fit prêter serment à ses deux fils de se venger sur la population bulgare en Dobroudja, au cas où il serait tué.

Lui-même, puis Tachko Statou maire de Silistra et Perikli Papa Hadji directeur du lycée roumain de la même ville, prononcèrent des discours sur la tâche et les buts de l'Actiunea Rumaneasca. Celle-ci doit s'occuper de l'installation des colons koutso-valaques en Dobroudja — leur patrie qu'ils doivent défendre en luttant contre les Bulgares afin d'atteindre les buts inscrits sur le drapeau : Roussé-Choumen-Varna.

L'Actiunea Rumaneasca se distingue par la bassesse morale et la cruauté féroce de ses adhérents. Pour pouvoir en faire une comparaison nous devrions feuilleter l'histoire des anciennes époques romaines sous Néron et Caligule, de l'inquisition du moyen-âge et des massacres accomplis par les bachi-bozouks sur la population bulgare de Batak et de Pérouchitsa.

Une bande nommée « mobila », faisant partie de l'Actiunea Rumaneasca et commandée par le capitaine Popescu, se rua à cause du meurtre d'un gendarme et pendant les meilleurs journées de travail de l'année, les 9, 10 et 11 mai 1926 — sur la paisible population des villages Chahinlar, Kutchuk-Akbounar et Kavourga arrond. de Kourtbounar et des villages Denizler, Popina et Garvan, arrond. de Toutrakan et de Silistra, arrêta environ 80 personnes. Raïko Markov, Jelesko Velev, Guéorgui Denev, Guéorgui Petrov, Dragan Guéorguiev, Kaline Velikov et sept personnes dont les noms sont inconnus, furent impitoyablement massacrés, après avoir subi d'indicibles tortures.

On ignore le sort des autres qui furent, après avoir été torturés cruellement, emmenés à Silistra. On sait que trois personnes aux corps meurtris arrivèrent auprès du procureur général et du président du tribunal départemental de Silistra, et que l'un d'eux mourut après avoir pu raconter toute la tragédie de ses souffrances.

Malgré les protestations et les demandes d'une enquête internationale, la conscience des autorités roumaines ne tressaillit même pas devant les tombeaux des Bulgares tués innocemment et devant les gémissements des veuves et orphelins, mais au

contraire ces autorités se ruèrent, avec une plus grande âpreté et une cruauté de bêtes sanguinaires, sur la population des villages Staro Selo, Sénovo, Dénizler et Daïdar, arrond. de Toutrakan.

Dans ces localités 47 Bulgares furent arrêtés, pendant la meilleure saison de travail où l'on fait rentrer la récolte des champs. Les 4 et 5 juillet, ces malheureux furent soumis à des tortures que nous exposons ci-dessous, avec de tragiques détails. Puisse à cette description de frayeurs la conscience du monde tressaillir et imposer une enquête sur tous ces meurtres afin que l'on fasse cesser ces tueries d'hommes innocents.

Après un incident avec le secrétaire de la mairie du village Staro Selo, au moment où une bombe éclata en des circonstances qu'une enquête seule pourra établir, le capitaine Popescu et sa bande « mobile » aidée par la gendarmerie et l'armée, arrêta presque toute la population masculine capable de travailler.

Quarante sept personnes conduites sous escorte à Toutrakan et à Silistra, furent massacrées en cours de route dans la forêt de Bobla à 4 km. de Toutrakan, de la manière suivante :

Du village Staro Selo

1. *Ilija Babovaliata*, âgé de 45 ans, père de six enfants, fut percé et tailladé avec une baïonnette. On trouva son corps, le crâne fracturé, le cerveau dissipé, la tête coupée. Sa femme et ses enfants ramassèrent le cerveau dans le crâne cassé et réunirent le cadavre pour l'enterrer.

2. *Marine Bobovaliata*, frère du précédent âgé de 33 ans, père de quatre enfants, frappé à la tête, percé avec un couteau qui fut tourné dans sa poitrine ; il succomba 12 heures après à ses blessures.

3. *Athanase Babovaliata*, 35 ans, père de trois enfants. On lui fractura d'abord les jambes et les côtes, puis on lui coupa l'abdomen et en fit sortir les entrailles ; et enfin on lui coupa aussi la tête.

4. *Marine Mitov*, 35 ans, père d'un enfant, fut torturé puis massacré.

5. *Neïko Petkov*, 38 ans, père de trois enfants, et

6. *Jourdain Dimitrov Guitsov*, 45 ans, père de cinq enfants ; torturés et assassinés.

7. *Dimitr Dimitrov Guitsov*, 29 ans, père de quatre enfants. On lui coupa les oreilles lui arracha les yeux, puis on le massacra.

8. *Mitcho Mitev*, 35 ans, père de trois enfants ; eut le même sort que le précédent.

9. *Stefan Mitev*, 38 ans, père de cinq enfants, et

10. *Danio Stanev*, 37 ans, père de quatre enfants, furent tous deux torturés puis massacrés.

11. *Dimo Atanassov*, 27 ans, père de deux enfants, eut les oreilles coupées, et il fut tué ensuite.

12. *Enio Dimitrov Pisguliev*, 38 ans, père de quatre enfants, eut les bras coupés et fut ensuite assommé.

13. *Petko Guéorguiev Aykariev*, 38 ans, père de trois enfants, et

14. *Velikov Guéorguiev*, 40 ans, père de cinq enfants, furent tous deux torturés puis tués à coups de couteaux.

15. *Stoyan Vladev*, 40 ans, père de trois enfants rentrait de son champ avec ses chevaux, lorsque subitement il fut arrêté. On lui coupa les oreilles, puis la bouche jusqu'aux oreilles et enfin la tête.

16. *Krstio Dimitrov*, 20 ans, célibataire, gardien de village ; fut torturé et ensuite tué à coups de couteaux.

17. *Veliko Todorov*, 35 ans, père de cinq enfants, de même gardien de village, torturé et massacré.

18. *Nikola Dobrev*, 34 ans, père de quatre enfants ; eut la langue coupée, ensuite il fut tué.

19. *Petko Radev*, 36 ans, père de quatre enfants, garde-champêtre, et

20. *Krstio Ivanov*, 23 ans, marié, sans enfants, furent tous deux torturés puis massacrés.

21. *Todor Krantchev*, 60 ans, père de cinq fils et de deux filles, membre du parti Aversco, fut torturé et ensuite massacré.

22. *Penio Velikov*, 35 ans, père de quatre enfants, fut tué à coups de couteaux après avoir été torturé pendant 4-5 jours par le chef de la police en personne.

23-24. Deux autres paysans du même village, dont les noms sont inconnus, furent de même massacrés.

Du village Sénovo

25. *Slavé Mitev*, 39 ans, et

26. *Christo Kozarov*, 50 ans, furent tous deux torturés et ensuite massacrés.

Du village Dénizler

27. *Dimitr Palamonkov*, 38 ans, torturé et tué. Un paysan, dont le nom est inconnu, du village Daïdar, fut aussi massacré.

Assen Danev et *Iv. Mintchev* du village Staro Selo furent battus à mort par le capitaine Popescu lui-même, qui dirige tous ces massacres en Dobroudja. Les deux malheureux furent laissés mourants sur place. Des renseignements sur leur état, nous manquent.

Pour les 17 autres personnes, on annonce qu'elles disparurent sans trace. Le bruit court qu'elles furent toutes, jetées dans le Danube.

Indépendamment de ces meurtres, la bande du capitaine Popescu emmena de nombreux paysans vers Silistra. Leur sort nous est inconnu.

Le gouvernement bulgare interdit à l'organisation dobroudjanaise de tenir une réunion de protestation contre ces actes inhumains pour faire appel à la Société des Nations et à l'opinion publique du monde civilisé.

La peuple entier est indigné de ces crimes féroces d'un pays chrétien ayant des prétentions de culture et de démocratie et l'on assista en masse à la messe pour le repos des âmes des victimes, qui eut lieu le 18 juin dans toute la Bulgarie.

En constatant avec un deuil profond tous ces crimes de l'Etat roumain, l'Organisation dobroudjanaise répète une fois de plus que cela est la suite logique de la politique dénationalisatrice de l'anéantissement systématique de tous les droits de la population bulgare dans la Dobroudja privée de ses écoles, ses églises, ses biens et ses libertés et menacée dans sa vie, et ce en dépit des traités internationaux et des traités garantissant les droits des minorités.

L'Organisation dobroudjanaise s'adresse à la conscience humaine du monde entier et demande une enquête et des mesures de protection consistant en des sanctions internationales imposées à la Roumanie afin de faire cesser ce système de meurtres accomplis impunément en Dobroudja.

C'est une honte pour la Société des Nations de continuer à garder le silence devant ces cruautés indignes de la race humaine.

Nous faisons appel à l'union des églises chrétiennes au nom de la foi, de l'amour et de l'espérance de Jésus-Christ, pour qu'elle intervienne afin que l'extermination de la race humaine chrétienne soit arrêtée.

Sofia le 24 juin 1926.

Organisation dobroudjanaise à Sofia
Le président Dr P. Vitchev
Le secrétaire P. Matev

Le dernier meurtre de la Sigurantsa Il faut empêcher les autres boucheries projetées

Nous avons parlé dans notre numéro précédent des nouvelles arrestations que la Sigurantsa a faites en août dernier à Bucarest. Nous avons indiqué entre autres l'arrestation de l'ancien député paysan dobroudjanais Boris Stefanoff et du secrétaire général des Syndicats Unitaires de Roumanie, Schein. Malheureusement, les victimes de la Sigurantsa ont été nombreuses, et Pavel Tkatchenko, un des combattants de première ligne pour la libération de la Bessarabie, a été également saisi par les griffes de la Sigurantsa.

Timotei Mariu, membre fondateur de la Ligue roumaine contre la Terreur, arrêté aussi, put heureusement s'échapper. Sous la pression des organisations et des masses ouvrières, la plupart des militants unitaires durent ultérieurement être relâchés. Mais tout autre fut le sort de Stefanoff et de Tkatchenko.

Sous le prétexte que Stefanoff et Tkatchenko aient résisté à la police, les agents de la Sigurantsa les ont cruellement frappés à la tête à coups de crosse de revolver. Blessés tous les deux, ils ont été amenés à la Sigurantsa où ils ont été soumis à ces tortures cruellement raffinées du cabinet spécial du « dernier étage » de la Sigurantsa. Tkatchenko surtout a été si affreusement torturé que, pour changer de place, il devait se traîner sur le ventre. Il avait deux plaies béantes au pied et au coup, et tout le corps était noir et enflé. Il crachait du sang. Les pieds étaient devenus informes à la suite des coups reçus avec un bâton en caoutchouc.

Mais les bourreaux ne se sont pas arrêtés là. Après avoir torturé, ils ont assassiné, froidement, lâchement.

L'opinion publique européenne n'a malheureusement vu que trop justement arriver les choses. L'*Arbeiter-Zeitung*, l'*Abend*, la *Rote Fahne* de notre ville, l'*Humanité* de Paris, et beaucoup d'autres journaux encore des pays européens ont sonné l'alarme et les Comités contre la Terreur balkanique des capitales européennes ont fait des démarches auprès des légations roumaines à l'étranger pour empêcher le forfait projeté de la Sigurantsa. Les Bourreaux n'en ont pas été autrement émus et ils ont consommé leur crime.

Sous le prétexte de l'interroger dans la « question » de Tatar-Boumar, Tkatchenko a été transporté, enchaîné, par chemin de fer, à Kichenev. Puis, après deux jours, le 3 septembre, la Sigurantsa l'a fait remettre en route pour Bucarest, mais cette fois-ci sans chaînes, à pied. Tkatchenko n'arriva plus à Bucarest. A tous ceux qui vinrent s'enquérir sur le sort de Tkatchenko, la Sigurantsa répondit : « Il a disparu sur le territoire bessarabien, au cours de son transport de retour, entre Kichenev et Jassy. »

La Sigurantsa avait lâchement assassiné sa proie.

Pavel Tkatchenko

Pavel Tkatchenko, né à Bender en Bessarabie en 1892, est issu d'une famille de cheminots bien connus dans toute l'Ukraine du sud par leur activité révolutionnaire. Par son père et son frère, le jeune Pavel fut de bonne heure initié aux buts et aux luttes du socialisme. A Odessa et à Leningrad, où il poursuivait ses études juridiques et économiques, Tkatchenko était, avant même la révolution de février 1917, l'un des combattants les plus hardis du parti ouvrier social-démocrate russe d'alors (les bolchéviks). Il prit une part active dans les deux révolutions de 1917. Lorsque dans sa patrie des forces contre-révolutionnaires commencèrent à se mouvoir, il se rendit immédiatement en Ukraine et combattit comme soldat rouge contre presque toutes les armées blanches qui tâchaient alors d'étouffer la jeune révolution russe.

En 1920 Tkatchenko est arrêté par la Sigurantsa à Kichenev pour avoir organisé des groupes révolutionnaires d'ouvriers, mais il réussit bien vite à s'enfuir de sa prison.

En 1921, il est arrêté de nouveau à Jassy et, après de nombreuses grèves de faim, il figure comme accusé principal dans le procès des 300. Sous la pression du prolétariat indigène et étranger, il n'est condamné qu'à un an de détention. Dans la prison de Constantza, où il purgeait sa peine, on essaya par différents moyens de le tuer, lui ainsi que son camarade S. Bubnovski : il échappa à une tentative d'empoisonnement ainsi qu'à un essai de le tuer « en tentative de fuite ». Alors, les deux amis décident de s'échapper, et ils réussissent effectivement à fuir. Mais deux semaines plus tard ils sont arrêtés à Bucarest. On met en scène contre eux un nouveau procès de complot à Kichenev. En réalité, on veut les faire « disparaître ». Mais grâce aux efforts du prolétariat roumain et international, ils sont remis en liberté, et Tkatchenko se rend à l'étranger. A peine de retour en Roumanie, il est arrêté à nouveau. Et torturé et tué.

Un des frères de Pavel Tkatchenko mourut dans une prison en Sibérie, son père, sa mère, deux autres frères et deux sœurs ont été massacrés par les hordes de Denikine.

*

Après avoir assassiné Pavel Tkatchenko, la Sigurantsa est décidée à continuer sa noire besogne. Si l'on ne trouve pas des moyens efficaces pour l'en empêcher, elle assassinera Boris Stefanoff et d'autres prisonniers politiques encore. A cet effet elle a inventé un système particulièrement cynique.

On connaît la lutte opiniâtre, par de longues et exténuantes grèves de faim, que les prisonniers politiques en Roumanie ont menée pour la suppression du port des chaînes. Eh bien, la situation pogromiste est devenue telle dans les prisons roumaines que l'enlèvement des chaînes constitue à présent la préface de la mort.

En effet, lors des transports des prisonniers en camions ou en chemin de fer, pieds et mains enchaînés, les Bourreaux sentent bien l'inanité de leurs explications de « tué en tentative de fuite ». Aujourd'hui, lorsque le malheureux prisonnier est transporté à pied et sans chaînes, cette explication paraît plus « plausible »....

Nous nous trouvons donc en présence de cette épouvantable situation paradoxale que les prisonniers, qui ont fait ces horribles grèves de faim pour qu'on les débarrasse des chaînes, refusent maintenant de quitter la prison sans chaînes et demandent eux-mêmes qu'on les mette aux fers, trouvant là une sorte de garantie contre la terreur « en tentative de fuite ».

Dans cet ordre d'idées, les détenus politiques du Fort Jilava ont adressé le 1^{er} septembre au commandant du II. corps d'armée la lettre suivant :

« Monsieur le général,

M. le commandant du Fort nous a communiqué que dorénavant les voitures cellulaires à barreaux pour nous transporter aux Conseils de guerre ont été supprimées. Devant être sous peu transportés à Bucarest pour être jugé par le Tribunal militaire, et connaissant le cas de Leonte Filipescu, tué en 1922 sur le même chemin de Jilava à Bucarest, « en tentative de fuite », ainsi que les cas de nombreux autres détenus politiques de Bessarabie tués toujours « en tentative de fuite », nous vous prions de bien vouloir ordonner que notre transport de Jilava au Conseil de guerre, et retour, se fasse en voitures à barreaux. Nous sommes décidés à défendre notre vie avec la plus grande énergie en refusant de quitter autrement la prison. »

Tkatchenko est assassiné. Avant de venger ce meurtre par la libération des autres prisonniers politiques de Roumanie, la conscience de l'humanité civilisée a le devoir immédiat de sauver d'abord la vie de ces victimes des Bourreaux roumains de ces malheureux dont le premier inscrit sur la liste noire de la Sigurantsa paraît être Boris Stefanoff.

Boris Stefanoff appartient à une famille paysanne bulgare de la Dobroudja. Il étudia l'agronomie à Sofia et à l'étranger et adhéra, encore comme étudiant, au parti social-démocrate bulgare.

gare. Il s'y distingua comme propagandiste énergique et heureux. Après l'annexion de la Dobroudja par la Roumanie en 1913, il y continua ses efforts. En 1916 il participe à la guerre comme lieutenant. En 1921 il est élu à l'unanimité député de Durostor à la Chambre à Bucarest. Immédiatement après la création de la III^e Internationale, il déploya tous ses efforts pour l'adhésion à cette Internationale du parti social-démocrate.

Lors de la grève générale de fin 1921, il est arrêté malgré son immunité parlementaire et reste détenu pendant 16 mois dans une cellule à Jilava.

Accusé de la procés des 300, il est remis en liberté bénéficiant de l'amnistie.

Stefanoff s'est acquis par la suite d'inoubliables mérites pour le prolétariat roumain par son examen approfondi de la réforme agraire et de ses effets, à la suite de quoi il en dévoila énergiquement le véritable caractère, le néo-servage. Stefanoff étant lui-même un agriculteur, il jouit d'une grande popularité parmi la paysannerie roumaine asservie, très alarmée par son arrestation.

I. Mateescu

Le II^{me} Congrès des minorités ethniques

La grande guerre, choc formidable des impérialismes en lutte, malgré ses mots d'ordre ronflants et mensongers, tels que émancipation des peuples asservis, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, n'a pas résolu la douloureuse question des minorités nationales.

Elle ne l'a pas résolue, parce qu'elle ne pouvait pas la résoudre.

Elle ne pouvait pas la résoudre, car la solution rationnelle du problème des minorités ethniques est intimement liée à l'existence du régime social actuel.

Tant qu'existera la régime capitaliste, c'est-à-dire le régime basé sur la propriété individuelle, sur la concurrence, sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'autodétermination des peuples, en d'autres termes, l'émancipation des minorités nationales du joug des majorités, sera un vain mot.

Tous les peuples et toutes les nations non-russes ou dits allogènes qui étaient crucifiés par la Russie tsariste, soumis à une russification forcée, jouissent aujourd'hui de leur droit d'autodétermination de la manière la plus complète.

Le pouvoir central, le gouvernement de l'Union, loin d'entraver le développement national et culturel des peuples qui vivent dans les immenses frontières de l'U.R.S.S., les aide, au contraire à conquérir et à user de ce droit, en créant des alphabets, en dotant d'institutions intellectuelles et culturelles ceux d'entre eux qui n'en ont pas.

C'est l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques donc qui a résolu la question nationale d'une façon rationnelle.

Et cela pour la raison que les peuples de l'Union ont réussi à jeter bas le régime capitaliste. La domination de la classe bourgeoise et capitaliste, dans tous les Etats qui constituent l'Union, ayant été brisée, le système d'exploitation des masses travailleuses devait forcément prendre fin.

Pourquoi et comment les ouvriers et les paysans victorieux de l'Union auraient conservé le régime d'oppression des minorités nationales qui ne s'exerçait que dans un unique but d'exploitation ?

La guerre mondiale n'a pu non seulement solutionner la question nationale, la question des minorités ethniques, mais elle l'a aggravée, l'a rendu plus compliquée, plus aiguë.

Et les vainqueurs de la guerre impérialiste en ont été tellement persuadés qu'ils éprouvèrent le besoin de charger, par le traité de Versailles même, la Société des Nations de la protection des minorités nationales.

Mais c'était là une simple tromperie.

Confier la protection des minorités à l'institution de Genève signifiait confier l'agneau à la garde du loup.

En effet, les vainqueurs ayant partagé les dépouilles des vaincus, la question nationale se posait, d'une façon impérieuse, principalement, sinon uniquement, chez eux ou chez leurs acolytes, les petits états existants ou nouvellement créés.

La Société des Nations, Conseil d'administration des vainqueurs, devait agir, par conséquent, contre eux :

Voilà pourquoi nous la voyons trahir sa mission de défense des minorités ethniques, comme tous les espoirs qui étaient attachés à son existence.

Les minorités nationales, déçues, abandonnées à leur sort, ont eu l'excellente idée de prendre en leurs propres mains la défense de leur cause.

Elles se sont réunies en Congrès, au mois d'octobre de l'année dernière, à Genève, sous le nez même de la Société des Nations.

Mais il est intéressant de noter comment a pris naissance ce mouvement.

Le Parlement esthonien a voté une loi sur l'autonomie des minorités, le 5 février 1925.

Un Allemand de Reval, le Dr Ewald Ammende, en s'inspirant de cette loi a rédigé sous le titre : *Principes, directives et programme*

pour une Conférence de tous les groupes nationaux organisés des états européens une mémoire où il a indiqué les détails du plan d'organisation d'une Conférence des minorités ethniques d'Europe.

Par la suite, ce mémoire est devenu la base de tous les pourparlers que le Dr Ammende a engagés dans les différents états européens avec les chefs des différents groupes nationaux au sujet de la convocation de cette conférence qui devait avoir lieu au printemps de l'année 1925.

Au cours de ces pourparlers, on a constaté chez les différents groupes des minorités nationales une unité de vues parfaite, en ce qui concerne les principes fondamentaux.

Le 8 juillet, au moment même où avait lieu à Varsovie le Congrès de l'Union des Associations pour la Société des Nations, se réunirent, sur l'initiative du Dr Ammende, les représentants des minorités nationales des différents pays européens pour délibérer au sujet de l'organisation et du programme de la conférence projetée. On a établi toute une série de détails d'organisation en vue de cette conférence et on a adopté, à l'unanimité, la résolution de la convoquer en automne.

Les invitations à la conférence ont été ensuite lancées par le Dr Jiosip Wilfan de Triest, député slovène à la Chambre italienne, par le Dr Paul Schiemann, député allemand au Parlement letton et M. Géza de Szüllö, député hongrois à la Chambre tchécoslovaque.

L'invitation a été rédigée le 26 août à Dresde.

Le passage suivant de la lettre d'invitation est à retenir : « Aussi bien au cours des pourparlers préliminaires qu'au cours de la conférence proprement dite, la discussion des questions relatives à la situation particulière de tel ou tel groupe ne sera pas admise. » Et plus loin : « Au cours des délibérations, on approfondira la question de savoir quelles voies doivent être employées, en se plaçant sur le terrain de l'état, pour arriver à une cohabitation paisible entre les minorités et les majorités. »

La lettre d'invitation définissait ainsi l'ordre du jour de la conférence : 1^o discours des trois initiateurs, pour souhaiter la bienvenue aux participants ; 2^o la tolérance nationale comme principe de droit international ; 3^o l'importance du principe du self-gouvernement (autonomie), plus particulièrement les revendications d'ordre national et culturel pour l'établissement de la paix nationale ; 4^o la tâche des organisations internationales et plus particulièrement, de la Société des Nations.

La lettre d'invitation contenait en outre des principes pour toute une série de résolutions. Elle ajoutait que l'acceptation préalable de ces principes était une condition indispensable pour la Conférence. Enfin la lettre d'invitation prévoyait, en outre, pour le 14 octobre, des délibérations préparatoires privées qui pourraient, après, en cas de participation d'un nombre suffisant de délégués, être transformées en conférence publique.

En conformité avec ce qui précède, les délibérations préliminaires eurent lieu le 14 octobre, et les 15 et 16 suivant eut lieu la conférence publique ou le Congrès.

Ont pris part au Congrès les délégués de 33 groupes nationaux organisés, se répartissant en 14 états et appartenant à 12 nationalités différentes à savoir :

Les Hongrois de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie, de Roumanie ;

les Polonais d'Allemagne, de Tchécoslovaquie, de Lithuanie, de Lettonie ;

les Slovénes et les Croates de l'Italie et d'Autriche ;

les Juifs de Lithuanie, de Pologne, de Tchécoslovaquie, et de Lettonie ;

les Allemands de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie, de Hongrie, de Yougoslavie, de Lettonie, d'Esthonie, de Lithuanie, d'Italie, et du Danemark ;

les Danois d'Allemagne ;

les Lithuaniens de Pologne ;

les Carpathorusses de la Tchécoslovaquie ;

les Serbes de Lusace d'Allemagne ;

les Ukrainiens de Pologne ;

les Blanc-russes de Pologne ;

les Suédois d'Esthonie.

Ces groupes représentent trente millions d'hommes.

Le Congrès a voté les quatre résolutions suivantes qui constituent en quelque sorte la charte de ce mouvement des minorités européennes.

1^{ère} Résolution

« La liberté nationale culturelle est, comme la liberté religieuse, un bien spirituel du monde civilisé. Ce principe doit être reconnu comme un principe ethnique dans les relations des peuples et doit trouver son expression et sa réalisation dans des lois positives et des mesures légales. Conséquemment, tout état dans lequel se trouvent d'autres groupes nationaux, doit être obligé de garantir à ces collectivités nationales la liberté du développement culturel et économique et à leurs membres la jouissance illimitée de tous leurs droits civiques. L'admission et l'application pratique de ces principes sont les conditions essentielles d'une entente entre les peuples et par cela même une garantie de la paix européenne. »

2^{ème} Résolution

« Dans les états d'Europe où se trouvent d'autres groupes nationaux, chaque groupe national doit être autorisé à conserver et développer son individualité nationale dans des corporations de droit public, constituées, — suivant les circonstances — territorialement ou personnellement. A l'avis des Délégués, le dit droit d'autonomie constitue un moyen par lequel la coopération loyale de tous, des minorités et des majorités dans les états indiqués, pourra avoir lieu sans conflits et les relations entre les peuples d'Europe seront améliorées. »

3^{ème} Résolution

« Comme une paix durable en Europe n'est possible que sous la condition d'une réelle volonté d'entente de toutes les nationalités la Société des Nations, conformément à sa tâche bien définie et sa déclaration du 21 septembre 1922, devra s'occuper d'une manière très étendue de la solution du problème national par la réalisation des droits des minorités, lesquels ont été formulés dans les résolutions précédentes. Les groupes nationaux organisés de l'Europe ont la ferme volonté de contribuer dans la mesure du possible à ce que la Société des Nations puisse atteindre ce but. La présidence est chargée de faire parvenir ces résolutions aux membres de la Société des Nations. »

4^{ème} Résolution

« La Conférence décide de remercier chaleureusement toutes les organisations internationales qui s'occupent de la solution du problème des minorités et les prie de continuer dans cette voie, conformément à leurs buts élevés. »

Se placer « sur le terrain de l'état », c'est-à-dire, accepter de subir le joug de l'état asservisseur ou bien ne pas élever la voix pour réclamer la révision des traités de spoliation et de rapines qui ont multiplié le nombre des minorités ethniques ou aggravé la situation de celles qui existaient avant la grande boucherie, surtout la défense faite de discuter au Congrès « des questions relatives à la situation particulière de tel ou tel groupe », en d'autres termes, en écartant les faits, la réalité, se confiner à des généralités vagues et inoffensives, caractérisent suffisamment la physionomie de ce mouvement.

Mais nous reviendrons sur ce point capital.

Après les élections municipales en Serbie

Le 15 août eurent lieu les élections municipales en Serbie, en Macédoine et au Monténégro, c'est-à-dire dans un tiers de tout le territoire yougoslave. D'après les renseignements publiés par le Ministère de l'Intérieur, les élections donnèrent les résultats suivants :

Les radicaux obtinrent	1595 communes
» démocrates (Davidovitch)	450 »
» démocrates indépendants (Pribitché- vitch)	19 »
» agrariens serbes	79 »
» républicains	14 »
» fédéralistes monténégrins	10 »
» listes indéterminées	18 »
» listes civiles	2 »
» libéraux	1 »

Ce sont, au premier coup d'œil, des résultats brillants pour les radicaux, car ils obtinrent plus des 70% des communes. L'aspect change si nous examinons de plus près ces résultats. Avant tout, les radicaux ont été beaucoup affaiblis dans les villes et dans les

petites villes. Les démocrates leur enlevèrent non seulement la capitale de Belgrade, mais aussi beaucoup d'autres villes de grande importance.

A Belgrade, les démocrates (Davidovitch), obtinrent 6578 voix	
» démocrates indépendants (Pribitché- vitch)	obtinent 743 »
» radicaux officiels	6226 »
» radicaux dissidents (Babitch)	2473 »
» communistes	799 »
» socialistes	303 »

Les résultats dans les grandes et les petites villes, sont les suivants : radicaux 122 communes, démocrates 71, agrariens serbes 4, fédéralistes 2, radicaux dissidents 1, indéterminés 1.

Si l'on répartit par provinces les résultats sommaires des élections, on arrive à des constatations très importantes : même en Serbie, au centre du peuple serbe, où se trouve la base du parti radical, les radicaux ont de grandes pertes dans les villages. Dans le département de Roudnik, les radicaux perdirent 11 communes, tandis que les démocrates gagnèrent 11 : les démocrates gagnèrent aussi 7 nouvelles communes dans l'arrondissement de Lépenitsa. Les radicaux perdirent en Macédoine les villes de Veles et de Monastir (Bifolj) et Skopje et Prilep se montrèrent peu sûrs. Et cependant les radicaux obtinrent 95% des communes rurales ! Cela n'est dû qu'à leurs actes de terreur. Sous prétexte de chasser les comitatdjs, les radicaux tuaient tout paysan qui essayait de voter pour d'autres listes que pour la leur. La police, qui se trouve aux mains des radicaux, y nommait tout simplement les conseils municipaux. C'est ainsi que furent obtenus ces chiffres élevés des communes radicales. Malgré la grande terreur et les nombreux cas de corruption d'électeurs au Monténégro, les radicaux y ont beaucoup perdu. Les républicains, les fédéralistes et les démocrates s'élèvent. Les fédéralistes monténégrins unirent dans beaucoup d'endroits, leur liste à celle du Parti Ouvrier Indépendant.

La perte de la municipalité de Belgrade irrita énormément les radicaux. Dès que les résultats furent connus, le ministre radical de l'Intérieur Maximovitch déclara : « La municipalité de Belgrade doit revenir de nouveau aux radicaux ! Nous la perdîmes parce que nous étions des gentlemen ! » Par conséquent, ils auraient dû employer à Belgrade la même terreur qu'en Macédoine pour conquérir aussi la municipalité de Belgrade. Ils l'auraient alors sûrement conquise. La question se pose, cependant, de savoir s'il est possible d'exercer à Belgrade, sans danger de révolution, la même terreur que dans les villages de la Macédoine. Les ministres radicaux Ouzounovitch et Maximovitch essayèrent d'obtenir la dissolution du corps municipal nouvellement élu alléguant que beaucoup de républicains, de socialistes et de communistes avaient voté pour les démocrates. Et lorsque l'opinion publique entière s'éleva contre une pareille machination non seulement réactionnaire mais aussi directement anti-constitutionnelle, les radicaux, prétextant que beaucoup d'irrégularités aient eu lieu dans les élections à Belgrade, remirent au tribunal une demande d'annulation des élections. La cour de Belgrade étant radicale, à l'instar des toutes les autres institutions étatiques, il sera intéressant de voir la décision qu'elle prononcera.

Le président du Conseil, Ouzounovitch, déclara publiquement à la nouvelle direction de la municipalité, qu'un travail d'entente ne pourrait avoir lieu entre elle et le gouvernement radical.

Les résultats des élections n'auront pas un effet politique direct, le gouvernement actuel reste toujours au pouvoir moyennant une légère reconstruction de la Chambre ; cependant cette défaite des radicaux rend, sans aucun doute, l'atmosphère politique aiguë et l'on devra s'attendre prochainement à des conflits et à des crises.

P. Maritch

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET EVENEMENTS

Bulgarie :

Bastonnades et tueries. — A Nova-Zagora, la police a opéré de nouveau des arrestations en masses et a soumis les détenus à des tortures inhumaines. Stoyan Mineff, de Karadja Muradli, a été si cruellement battu que sa vie se trouve en péril. Un autre paysan, qui avait été aussi barbaquement battu, a été trouvé pendu dans l'écurie de la bâtisse du commissariat. Les autorités déclarent qu'il a commis un suicide. Mais ce malheureux, qui avait été si terriblement battu qu'il ne pouvait plus se mouvoir, comment a-t-il trouvé la force de se rendre à l'écurie et de s'y pendre soi-même ? La plus simple logique impose la certitude du meurtre. Le procureur et le médecin ont constaté que la chair du « suicidé » était déchirée en lambeaux sous les coups qu'il avait reçus. Sa femme a demandé la constatation officielle de l'état du malheureux et des conditions de son « suicide », mais il n'a pas été donné suite à cette demande. (« Znamé » du 9 septembre.)

On veut expulser le Dr Marcam. — Les journaux « Slovo », « Néza-visimost », « Svobodna Retch » et autres ont commencé une campagne furieuse contre le Dr Marcam, cet Américain qui a passé presque toute sa vie en Bulgarie, qui aime la Bulgarie comme sa seconde patrie, qui a tant écrit pour la défense des intérêts du peuple bulgare, qui publie à Sofia le « Svet » — et qui a eu le courage de stigmatiser les actes de cruautés des « facteurs irresponsables ». Ces journaux, appartenant tous aux partis gouvernementaux, se sont sentis directement atteints par Marcam, du moment que les « facteurs irresponsables » agissent sous leur égide. Aussi demandent-ils à hauts cris l'expulsion de cet « étranger » qui a voué cependant toute sa vie à la lutte pour le bien du peuple bulgare. (« Narod » du 4 septembre.)

Les impôts pèsent surtout sur les masses laborieuses. — Les impôts indirects ont augmenté sous le régime actuel d'une façon écrasante, tandis que les impôts directs ont fortement diminué. C'est toujours la

politique d'exploiter les masses en faveur de quelques privilégiés. Les moyennes suivantes parlent d'elles-mêmes :

	impôts directs (moyennes)	impôts et contributions indirects (moyennes)
en 1910	61,60	172,14
en 1925/26	16,06	241,29

(« Napred. »)

Bilan commercial désastreux. — D'après les statistiques officielles, la valeur de l'exportation de l'année dernière a dépassé de 15.832.000 lévas celle de l'importation. (« Napred. »)

L'« amnistie » de Tsankoff-Liaptcheff. — D'après le journal « Novini », 48% seulement des détenus politiques dans la prison de Varna ont été élargis par application de l'amnistie. Les 52% gémissent toujours dans les cachots.

Crise affreuse de logement. — **Maladies.** — **Epidémies.** — Les loyers constituent environ les 50% du revenu des masses travailleuses. Aussi des familles entières demeurent dans de petites pièces humides et non aérées, et il s'ensuit un terrible ravage de la tuberculose et de la syphilis. La mortalité surtout chez les enfants et les adolescents atteint des proportions effrayantes. (« Novini. »)

Les arrestations en masses de collégiens qui voulaient célébrer le Jour de la Jeunesse Internationale. — En outre des arrestations en masses de collégiens que la police de Liaptcheff a opérées dans tout le pays, elle a saisi à Sofia les machines servant à l'impression du journal « Le Drapeau Rouge », la machine à écrire, des brochures « subversives », etc. Elle a arrêté aussi le célèbre écrivain Anton Strachimiroff, le publiciste Jordan Grntcharoff, Tchitchovsky, Ivan Yantcheff, Panoff, et a suspendu le journal « Novini ».

Grèce:

Un appel au Général Kondylis. — Le Comité pour la Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans a adressé au Général Kondylis le télégramme suivant :

« Général Kondylis, Athènes. — Quand avez été déporté en même temps que nombreux ouvriers grecs par Général Pangalos, avons protesté en votre faveur. Vous demandons aujourd'hui libérer tous les prisonniers politiques et rétablir les droits du peuple et de la classe ouvrière dans la Grèce, mère des libertés. »

Pour le Comité : Henri Barbusse, Romain Roland, Séverine, Mue de Saint-Prix, Professeurs Prenant, Victor Basch, Langevin.

Les Déportations dans les îles. — Nous avons déjà publié un appel des déportés de l'île de Théra, adressé à Henri Barbusse, vers qui toutes les victimes de la terreur dans les Balkans tendent leurs mains pour obtenir secours.

Barbusse a écrit à M. Karapanos, Ministre de Grèce à Paris, pour lui signaler la situation des déportés. Le Ministre répondit en disant qu'on avait exagéré et voici maintenant la réplique émouvante d'autres déportés qui meurent de faim sur les îlots stériles et qui ont réussi à faire parvenir à Barbusse la lettre suivante. Nous voudrions croire que le Général Kondylis qui sait ce qu'est la déportation dans les îles en finira avec cette odieuse forme de répression :

« Notre cher Camarade Barbusse,

Dans un journal balkanique, daté du mois de Mai et tombé en nos mains, nous avons vu une lettre que l'ambassadeur de Grèce à Paris, M. Karapanos, vous a adressée, en réponse à votre protestation contre les déportations en masse imposées par la dictature de Pangalos aux militants de la classe ouvrière et paysanne de Grèce. M. L'Ambassadeur s'empresse de vous assurer que ces « simples mesures administratives » n'ont qu'une importance minime et qu'elles auraient été d'ailleurs levées par un décret d'amnistie.

Nous tenons à répéter que, non seulement on nous détient sur les îlots Amaphi, Folegandros et Amorgos, presque cent hommes, mais encore qu'on nous prive du subside fixé par la loi, accordé pourtant aux criminels de droit commun, déportés aussi. Il faut savoir que le dit subside de 10 drs par jour est le seul moyen d'existence qui nous reste ici et encore il n'a été accordé qu'à quelques uns d'entre nous seulement.

Nous avons protesté énergiquement contre la cruauté inouïe de la dictature qui cherche ainsi, comme elle l'a avoué ouvertement, à faire mourir de faim les opposants ou à les obliger à renier leurs principes.

Le maigre subside, donné à quelques uns seulement, ne suffit sûrement pas à tout le monde. Aussi plusieurs d'entre nous sont malades et n'ont pas de quoi se soigner. Il y a sept jeunes gens au-dessous de 19 ans et jusqu'à hier se trouvait parmi nous une veuve de guerre avec sa fillette.

Il est évident que M. L'Ambassadeur parle en diplomate bourgeois et cherche à couvrir les ignominies de son patron. Mais le prolétariat français ne se laissera pas prendre aux mensonges fascistes. Au contraire, il doit continuer à intensifier ses campagnes contre la terreur blanche dans les Balkans et aider, par sa solidarité les ouvriers et paysans grecs contre la dictature fasciste.

Les déportés révolutionnaires Grecs. »

(62 ouvriers, 20 paysans, un écolier, un fonctionnaire d'Etat, un prêtre, un maître d'école, un professeur, un homme de lettres, 6 étudiants, 2 avocats, 6 journalistes.)

(« Agence des Balkans », Paris.)

Roumanie:

La malaria ravage la Bessarabie. — Tous les villages de la vallée du Pruth sont infestés par la malaria. 70% environ de la population en sont atteints. (« Universul » du 26 août.) — Elle a passé le Pruth et elle s'est étendue particulièrement dans la province de Jassy, où l'on enregistre aussi des cas mortels. (« Universul » des 4 et 6 septembre.)

Qui paie les « succès » électoraux du parti Averescan ? — Le « Moniteur Officiel » du 23 août publie les détails des sommes dépensées par le gouvernement pour les élections : 4 1/2 millions d'allocations personnelles, 2 millions pour diverses missions, 800.000 pour diverses commissions, 300.000 de subventions, 1.300.000 pour la propagande, 1.500.000 pour automobiles, et 12 millions pour les dépenses du personnel et pour le matériel. Mais le total des sommes dépensées est bien plus élevé. Les sommes indiquées ont été dépensées par le ministère de l'intérieur. Mais les sommes dépensées par les autres ministères ? Celles des fonds secrets ? D'après les évaluations d'un expert en la matière, M. Al. Constantinesco, ancien ministre des domaines de l'Etat, les élections Averescanes ont coûté aux contribuables roumains plus de 200 millions de leis. (« Lupta » du 24 août.)

La terreur électorale. — Le colonel Stere Popesco, préfet d'un département, a été condamné par le tribunal d'Orkei à 1 mois de prison et 50.000 leis d'amende pour avoir ordonné au sous-officier de gendarmerie Marin Mancea d'arrêter l'avocat tsaraniste C. Demetresco et de le passer à tabac, ordre que le sous-officier a exécuté. (« Adeverul » du 26 août.)

Comment l'Etat oligarchique traite les grands industriels, et comment il se comporte envers les petits. — Les crédits accordés jusqu'à présent par le « Crédit Industriel », banque d'Etat, se montent à 2 milliards. De cette somme, la petite industrie n'a reçu que 100 millions (5%), l'industrie moyenne 30 millions seulement (1,5%) et la grande industrie ... tout le reste (93,5%).

Puisque l'état appartient à l'oligarchie ! (« Argus » du 30 août.)

La ruine de l'enseignement. — La rémunération du corps enseignant est tellement misérable que les professeurs sont obligés de chercher et d'accepter des occupations auxiliaires. Beaucoup de professeurs ont même été obligés de quitter leurs chaires pour exercer d'autres professions assurant leur vie et celle de leurs familles, et ils ont été remplacés par des éléments impropres à leurs missions. La conséquence en est une débâcle de l'enseignement. (« Lupta » du 3 septembre.)

Commissaire de police faussaire. — Le 4 septembre a été envoyé à la prison de Galatz le commissaire-adjoint de police Armasu pour s'être approprié des sommes provenant d'amendes et pour avoir falsifié, moyennant finances, des procès-verbaux. (« Lupta » du 8 septembre.)

« Liberté » religieuse. — La Métropolitaine de Jassy a ordonné une nouvelle action contre les sectes religieuses qui se multiplient particulièrement à la campagne. Le ministère de l'intérieur a donné de son côté des instructions aux autorités pour empêcher toute propagande de la part des sectes suivantes : « Nazaréens », « Adeptes de la Bible », « Adventistes réformés », « Moissonneurs », « Pentecotistes » et « Inoquantistes ». (« Universul » du 8 septembre.)

Yougoslavie:

Stéphane Raditch condamné. — Sur plainte des députés Dr Zanitch et Dr Bazala, Stéphane Raditch, délégué de la Yougoslavie à la Société des Nations, a été condamné par le tribunal de Nova-Gradiska à 7.000 dinars d'amende ou à 15 jours de prison pour diffamation. (« Politika », Belgrade.)

Chanoine condamné. — Le chanoine Charles Tchankar a été condamné par le tribunal de Sarajevo à 2 mois de prison pour avoir prétendu que les orthodoxes sont privilégiés et favorisés en Yougoslavie. (« Jugoslavenski List », Sarajevo.)

Le gouvernement — faiseur de prosélytes. — Le gouvernement de Belgrade a exempté de tout impôt et contribution la société serbe de navigation « Mrukalo » à Obrovatch parce que cette société s'est acquis de grands mérites dans la conversion de catholiques à l'orthodoxie.

Préfet voleur. — Le préfet Gjakovitch, de Cetinjé, a détourné plusieurs millions des sommes de l'état. Il a été livré au Parquet. (« Die Stunde », Vienne.)

Consul général-voleur. — Le Consul général yougoslave Stépanovitch de Trieste s'est enfui en Amérique, après avoir détourné 2 millions de liras de la caisse consulaire. (« Piccolo », Trieste.)

Abus de pouvoir d'un préfet. — Le préfet Ivan Kaljo de Tehirna avait intenté un procès en diffamation contre Vlaho, rédacteur en chef de la « Narodna Sloboda », à Morlav Zarko, qui l'avait accusé de violence, de malhonnêteté et d'abus de pouvoir. Vlaho a été acquitté, ayant prouvé la véracité de ses assertions. (« Obzor », Zagreb.)

Ce que les monuments commémorent en Yougoslavie. — Une plaque commémorative a été érigée à Selché (littoral croate) à la place où le prince-héritier âgé de deux ans prit son premier bain de mer. (« Vreme » du 12 septembre.)

Union des démocrates avec les musulmans bosniaques. — Le 10 septembre fut décidé à Serajevo, par le chef démocrate Davidovitch et le leader des musulmans bosniaques Dr Spaho, l'union de leurs deux clubs parlementaires. Le nouveau club uni comptera 54 députés et sera par conséquent le second en importance dans le parlement. Le but de cette union est de renforcer la position des deux groupes par une combinaison gouvernementale soit avec les radicaux et Raditch, soit seulement avec les radicaux. (« Politika » du 12 septembre.)

REVUE DE LA PRESSE

Presse autrichienne**Un nouveau forfait du gouvernement bulgare
Un collégien assassiné sous des tortures**

Notre éminent confrère l'« Abend » de notre ville relève sous ce titre dans son n° du 13 septembre un nouvel agissement criminel de ce gouvernement de Sofia qui existe encore à la honte du monde civilisé. L'ère de Liapcheff ? c'est la continuation de celle de Tsankoff. Les Bourreaux se succèdent.

« Au début du mois courant le gouvernement bulgare a annoncé fièrement avoir découvert un nouveau complot communiste et opéré de nombreuses arrestations de personnes suspectes. En réalité, il s'agit partout de jeunes ouvriers adolescents, qui voulaient participer à la Fête Internationale de la jeunesse. Voilà ce que c'est que le complot communiste découvert par la police bulgare. Ce qui est exact dans le communiqué officiel du gouvernement bulgare, ce sont les nombreuses arrestations opérées.

Un cas doit être spécialement relevé. Huit collégiens ont été arrêtés à Plevna. Ils furent torturés dans la prison d'une façon particulièrement inhumaine et barbare. La police dut cependant les remettre à la fin en liberté, n'ayant pu trouver aucune preuve pour une accusation contre eux. Le collégien Iwan Todoroff, de Dolni Dabnik, a succombé aux tortures qui lui ont été infligées. Le seul crime de ces enfants a été d'être des fils d'agriculteurs organisés.

Et l'Europe civilisée assiste tranquillement à ces crimes ! »

Presse bulgare**L'assassinat du héros dobroudjanais Dotcho Mikhaïloff**

A la triste occasion de l'assassinat du héros révolutionnaire dobroudjanais Dotcho Mikhaïloff, tué par les sicaires de la Ligue militaire et dont le gouvernement sanguinaire de Liapcheff veut souiller la mémoire et se justifier en le déclarant « brigand et voleur de chevaux », le « Znamé » du 10 septembre publie l'article suivant :

« Il n'était ni brigand et ni voleur de chevaux ; dans toute sa vie il n'a jamais tué ni volé. Il était au contraire un défenseur dévoué de ses frères exposés à être tués et volés.

Il n'était pas non plus « communiste », « ruineur de la conscience nationale », il était au contraire le gardien de la conscience et de l'unité nationale, le soutien de l'esprit national et de la volonté nationale. Instituteur pendant les années de liberté, il est devenu l'apôtre de la liberté pendant les années de l'oppression. Il était un disciple de Gotsé Delcheff, le fondateur de l'ancienne O. R. I. M. ; il n'a pas cependant eu le bonheur de tomber comme Delcheff sur le champ de bataille — comme Levski il est tombé victime de la trahison, lâchement assassiné alors qu'il se reposait quelques instants sous une tente.

Peut-être Delcheff fut-il la victime nécessaire qui fit surgir Ilinden et les luttes héroïques du peuple macédonien ; peut-être le destin a-t-il voulu que Lewski fut trahi et livré aux Turcs par un prêtre pour que, tombé comme tombe sur un buisson un aigle frappé par la balle perfide, naissè par sa mort l'épopée de Sredna-Gora et de Chipka.

Et peut-être Dotcho Mikhaïloff est-il la victime désignée pour que s'élève de ses cendres le feu apportant le salut à notre patrie en danger.... Peut-être.... »

Presse roumaine**L'extermination des détenus en Roumanie**

Les journaux roumains s'occupent ces derniers temps d'une manière intensive du régime meurtrier auquel sont soumis les détenus dans les prisons roumaines.

C'est ainsi que l'« Adevèrul » écrit dans son numéro du 23 août :

« L'opinion publique s'est scandalisée lorsque, en 1922, à la modification de la Constitution, on disait que les libéraux avaient l'intention d'introduire la peine capitale. La revue « Contimporanul » entreprit alors une enquête parmi les personnalités politiques, scientifiques, littéraires, etc. à ce sujet, et tous se déclarèrent, à l'unanimité, avec horreur et indignation contre la peine de mort. Là-dessus, les gouvernants renoncèrent à leur projet.

Il leur fut bien facile de renoncer à leur projet favori. Car, en réalité, ils introduisirent la peine de mort. On l'applique d'abord en tuant « en tentative de fuite » ; puis par la torture, dans des chambres sourdes ; puis encore en forçant surtout les condamnés politiques, par de mauvais traitements, à recourir à la grève de la faim à courts intervalles, jusqu'à l'épuisement complet et au dernier hoquet ; enfin, la tuberculose et le scorbut opèrent pour les restants. Que désire-t-on de plus ? »

L'oppression des Ruthènes en Bucovine

Le « Vorwärts » de Cernovits du 26 août donne sous le titre de « Esclavage national » les informations suivantes sur le régime d'oppression sanglante que subissent les Ruthènes (Ukrainiens) sous l'occupation roumaine :

« Les paysans ukrainiens sont exclus du bénéfice de la réforme agraire. La législation sociale n'existe pas pour l'ouvrier ukrainien. Dans les contrées ukrainiennes les ouvriers doivent travailler 11 heures par jour contre un salaire misérable, et lorsqu'ils veulent se défendre contre cette exploitation abjecte, les autorités, la gendarmerie, la police forment bloc avec les employeurs. Il n'existe pas de protection de travail pour l'ouvrier ukrainien. Les invalides ukrainiens ne reçoivent pas d'indemnités. Le secours syndical est interdit. La liberté d'organisation et de la parole n'existe point. Et le gouvernement s'attaque maintenant aussi à la liberté de la pensée. Toute les acquisitions culturelles du peuple ukrainien sont brutalement opprimées.

Les effets de cette lutte du gouvernement roumain contre le peuple ukrainien pèsent surtout et de tout leur poids sur les paysans et ouvriers ukrainiens. Car cette lutte contre l'existence nationale vient s'abattre sur eux aux côtés de la pression sociale qu'ils subissent comme partie de la classe travailleuse roumaine. »

La militarisation des Universités

Nous avons déjà publié dans nos numéros précédents les intentions du gouvernement roumain de militariser les Universités et de former des étudiants un corps armé devant servir les plans et agissements fascistes. Le « Vorwärts » de Cernovits écrit à ce sujet :

« Les journaux de Bucarest, visiblement inspirés par les cercles officiels, publient des exposés sur l'action projetée.

Le ministre de l'intérieur veut d'abord une réorganisation des Maisons des Etudiants, en leur accordant de riches subventions afin « d'étouffer les courants révolutionnaires et anarchistes parmi les étudiants et de les éduquer dans un esprit de nationalisme et de discipline » — ainsi qu'il est dit dans la déclaration officielle. Une caserne à Bucarest doit déjà servir de Maison des Etudiants et un Colonel en est chargé de la direction. On projette aussi le port obligatoire d'un uniforme.

Les essais de donner le change sur la véritable portée de la déclaration officielle en relevant que ce ne sont pas les Universités mais les Maisons des Etudiants qui seront militarisées et que cette mesure ne s'appliquera d'abord qu'aux étudiants de Bucarest — qui sont au nombre de 12.000 — ainsi que les prétextes avancés de culture physique, ne peuvent point altérer le fait que le ministre de l'intérieur Goga, admirateur de Mussolini, poursuit effectivement le but, par des subventions accordées aux étudiants, de se créer aux frais de l'Etat un instrument docile d'après le modèle fasciste pour la réalisation de ses plans. »

Presse yougoslave**Persécutations contre les institutions culturelles slovènes en Italie**

Un demi-million de Croates et de Slovènes ont été placés sous la domination italienne, grâce au Traité de Versailles. Et ils sont livrés aux persécutations des fascistes. Les écoles slovènes et croates sont fermées, partout c'est la langue italienne qui a seule été admise. L'assimilation par la violence est activée par les facteurs tant officiels que non-officiels. De lourds impôts ruinent les provinces déjà bien pauvres. Le gouvernement italien fait de l'Istrie et de tout le littoral ce que les Serbes ont fait de la Macédoine : un désert sans oasis.

Le « Slovenec » de Laibach écrit à ce sujet dans son n° du 14 août :

« Après la dissolution de l'« Union des Instituteurs », la police opéra toute une série de perquisitions chez des instituteurs slovènes en vue. L'inspecteur scolaire Vaselli avait été nommé liquidateur de l'Union des Instituteurs. Les autorités supposaient que cette association disposait de grands moyens financiers. Aussi fit-on ces perquisitions dans l'espoir de mettre la main sur des fortunes. Les résultats en furent cependant négatifs, car l'Union ne possédait pas d'argent du tout. Mais les autorités confisquèrent toutes les archives.

Nous apprenons encore que sous peu sera promulgué un décret royal prescrivant que toute association ou organisation publique, scientifique, culturelle ou sportive, devra être autorisée par le préfet, si le caractère en est local, et par le premier-ministre lui-même, si le caractère en est plus vaste. La demande pour l'obtention de l'autorisation devra être présentée au moins un mois à l'avance. Le décret défend toute organisation hostile à l'Etat. En considérant que dans la commission ad hoc c'est le secrétaire-général du parti fasciste qui sera assis à la droite du préfet, on voit nettement que toute organisation slovène sera considérée comme hostile à l'Etat et tout simplement prohibée par le préfet. »

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS
ÜBER
DIE BALKAN-FÖDERATION

Dr. August Forel

August Forel wurde am 1. September 1848 in La Gracieuse an der Morges, im schweizerischen Kanton Vaud, geboren. Nachdem er seine medizinischen Studien auf der Züricher Universität beendete, wurde er der Assistent des berühmten Professors Gudden in München. Er unternahm dann eine Studienreise in Westindien, und bei seiner Rückkehr im Jahre 1879 wurde er zum ordentlichen Professor der Psychiatrie an der Universität in Zürich ernannt, zu gleicher Zeit zum Direktor der Geisteskrankenanstalt von Burghölzli. Außerhalb seines Dienstes und den zahlreichen und verschiedenen Werken, die er herausgab, befaßte sich Dr. Forel mit sozialen Fragen mit einer ungewöhnlichen Tat- und Arbeitskraft. Er arbeitete 16 bis 18 Stunden täglich. Er machte die energischsten Anstrengungen für die Novellierung des Strafrechtes und für die Annahme der beschränkten Verantwortlichkeit. Er kämpfte unermüdet gegen manche soziale Gewohnheiten, die er für gefährlich hielt, und er führte einen erbitterten Kampf gegen den Alkoholismus. Er ist es, der in Zürich die alkoholfreien Restaurationen einführte.

Im Jahre 1898 verläßt Dr. Forel seinen amtlichen Posten, um sich vollständig seiner humanitären Tätigkeit zu widmen. Im Jahre 1899 gründet er in Lausanne die Liga für moralische Hilfe, welche den Kern der fortschrittlichen sozialen Institutionen Lausannes bildete. Dank seinen Bemühungen entstanden nacheinander das Haus des Volkes, der Tropfen Milch, die Föderation der Volksbildungsgesellschaften in Vaud, das Soziale Bureau usw.

Forel lebte auf dem Lande und hat sich dort bemüht, die Bauern zum Sozialismus und zum Pazifismus zu bekehren. Der Krieg hat aber aus dem Pazifisten einen Pazifist-Internationa-

listen gemacht, und jetzt arbeitet er mit einer vollen Hingebung gegen die Kriegsgesinnung.

Dr. August Forel ist einer der größten Freunde der Menschlichkeit und eine der berühmtesten Persönlichkeiten unseres Zeitalters. Er hat sehr viele und sehr verbreitete Werke geschrieben, unter anderen: „Die sexuelle Frage, die sexuelle Moral“; „Über unser menschliches Erkenntnisvermögen“; „Über die Zurechnungsfähigkeit des normalen Menschen“; „Der Alkohol in unseren Sitten“; „Kulturbestrebungen der Gegenwart“; „Hypothetische und humane Moral“; „Denken, Freiheit und Sozialismus“; „Genug der Zerstörung, bauen wir wieder auf!“, „Die Vereinigten Staaten der Erde“ usw.

Mazedonien muß befreit werden und ehestens einen von Griechenland, Jugoslawien und Bulgarien unabhängigen Staat bilden. Es hat genug gelitten unter den Regierungs rivalitäten dieser drei Länder, die ich persönlich kenne, weil ich im Jahre 1910 auf dem Balkan war.

Die Rechte der nationalen Minderheiten sind unglücklicherweise unter den jetzigen Balkanregierungen gar nicht geschützt. Die ethnischen, konfessionellen und sprachlichen Minderheiten müßten überall geschützt und vertreten sein. Auf dem Balkan werden sie aber durch die heutigen Regierungen mit Füßen zerstampft.

Ich glaube an die Möglichkeit einer Balkanföderation, jedoch unter anderen, wirklich demokratischen, sozialen und freiheitlichen Regierungen, die aller Rechte respektieren. Um dies zu erlangen, muß aber ein jeder seine persönlichen Interessen dem sozialen Wohle der menschlichen Gemeinschaft unterordnen. Und diese Gemeinschaft ist international.

Vor allem muß ein jeder Staatsminister wissen, daß er auch in die Reihen des Volkes treten wird.
Nieder mit den Tyrannen!

„Das lateinische Kaisertum“

Motto: Nicht länger der Stock soll, der deutsche, uns zähmen,
Ins Joch soll kein Sohn sich der Römer begeben.
Hinaus aus Italien, hinaus nur zur Stunde,
Hinaus aus Italien, o Fremder, hinaus!

Mussolini hat wiederholt in entscheidender Weise in die Fragen des griechischen Volkes eingegriffen. Der Ruhm des Kreuzzuges der Venezianer läßt ihn nicht schlafen. Auch er träumt von einem Siegeszug in die griechischen Gebiete, von der Kolonialisierung Griechenlands. Die Friedensverträge haben Rhodos und den Dodekanesos der Herrschaft Italiens unterworfen. Als Italien nach Beendigung des Tripoliskrieges 1912 die Sporaden besetzte, erklärte es, bereit zu sein, an Griechenland den Dodekanesos mit Ausnahme von Rhodos rückzuerstatten, ein Versprechen, welches bis zum heutigen Tage unerfüllt blieb. Im Gegenteile — Italien begann sich häuslich einzurichten, suchte den Schiffsverkehr gänzlich an sich zu reißen, und in den befreiten Gebieten begann eine Terrorherrschaft schlimmster Art. Der italienische Faschismus begann, dieselben Methoden, die gegen die Slowenen in Istrien, gegen die Deutschen in Alto-Adige angewandt werden, auch auf die griechischen Untertanen zu erstrecken. Das griechische Schulwesen wird brutal unterdrückt, und das neue Schuldekret der italienischen Regierung enthält auf 20 Seiten nirgends das Wort „griechischen Unterricht“.

Mit allen Mitteln wird versucht, die nationalen Minderheiten des Dodekanesos gegen die Griechen auszuspielen. Mit rührender Sorgfalt gedenkt man ihrer nationalen Rechte, um auf diese Weise Waffengefährten zu finden gegen das griechische Volk. Drei Viertel der Stadt Rhodos, neun Zehntel der Bevölkerung der Insel bestehen aus Griechen. Die Minderheit setzt sich aus Türken und Spaniolen, Italienern und Levantiniern zusammen. Der Gemeinderat wird wie im übrigen Italien nicht gewählt, sondern ernannt, der Bürgermeister ist ein italienischer Faschist, und der Gemeinderat besteht aus einem Türken, einem Spaniolen, einem Italiener und einem Griechen. Neun Zehntel der Bevölkerung werden durch einen Delegierten, ein Zehntel durch vier Delegierte repräsentiert, ein Pluralwahlrecht schlimmster Art, welches nur überboten wird durch die Verwaltung der Stadt Kos, in der ein Grieche 14.000 Einwohner vertritt, ein Türke 2000 und ein Spaniolen eine dreißigköpfige spaniolische Gemeinde. Die völlige Entrechtung der griechischen Bevölkerung kommt auch dadurch zum Ausdruck, daß die öffentlichen Schulen vollkommen italienisiert wurden, und auch die Mittelschule unterlag demselben Schicksal. Das gut ausgebaute griechische Schulwesen im Dodekanesos wurde unterdrückt, das neu eingeführte italienische Schulwesen ist teilweise dem griechischen durchaus ebenbürtig, ja sogar überlegen, aber die Absicht der völligen Ausrottung der griechischen Sprache, der gewaltsamen Italianisierung der 34.000 Griechen von Rhodos, der Tausenden von Griechen im übrigen Dodekanesos wird damit zu teuer erkauft. Jesuiten sollen herangezogen werden, den gesamten Unter-

richt des Gebietes zu übernehmen. Man beginnt also nicht nur mit der Entnationalisierung des Gebietes, sondern scheint sich auch die alte Weisheit aus der Zeit des Dreißigjährigen Krieges zu eignen zu machen: „cuius regio, cuius religio“. Auf diese Weise wird nicht allein der nationale Gegensatz vertieft, sondern auch die religiöse Feindschaft unter die Einwohner des Dodekanesos getragen. Die Proselytenmacherei der Jesuiten wird so an die Stelle eines regulären Unterrichtes gesetzt. Über die Wertung der Sprache der Majorität durch die italienische Okkupationsmacht sei hervorgehoben, daß in der technischen Mittelschule pro Woche zehn italienische Stunden und nur zwei griechische erteilt werden. Privatschulen unterliegen der strengen Kontrolle der Behörde, der ohne weiteres erlaubt ist, nicht nur „die moralischen, religiösen, politischen und sozialen Methoden“ zu überwachen, sondern auch, „falls nötig“, die Privatschulen glatt zu sperren, wenn die Behörde Anlaß nimmt, gegen die Eigentümer vorzugehen. Eine bemerkenswerte Korrespondenz stand über dieses Thema im „Eleftheron Vima“. Es ist natürlich eine Lächerlich-

keit, wenn dieses Blatt an „die Weisheit, an den Großmut Roms“ appelliert. Mussolini träumt seinen lateinischen Kaisertraum und schreitet darum an die Entnationalisierung uralter Kulturstätten. Das gestürzte Pangalos-Regime hatte diese Träume genährt durch seine Schwäche, durch sein politisches Versagen. Ein Gutes hat der italienische Unterricht allerdings den unterdrückten Griechen des Dodekanesos gebracht, die Kenntnis der Befreiungsliteratur Italiens, die entstanden war im Kampfe gegen nationale Unterdrückung. In den griechischen Schulen wird die Garibaldi-Hymne gesungen, die einst ein Kampflied gegen die Unterdrückungsmethoden der fremden Imperialisten gewesen: „Hinaus aus Italien, o Fremder, hinaus!“. Der Haß gegen die fremde Okkupation wird auch das griechische Volk heranreifen lassen zum Verständnis seiner Aufgabe. Nur im Rahmen einer Balkanföderation können die Griechen ihre Errettung von den Fesseln der Fremdherrschaft des „lateinischen Kaisertums“ erringen.

Melingos

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHYTPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Mr. Sterling, oficeri i koloniravet bëhet mercenar i Ahmet Zogut

Ka disa kohë që shtypi shqyptar merret me panegjir-ikun që pat shkruar Mr. Sterling permbi Ahmet Zogun.

Gabimi në të cillin bje shtypi shqyptar është që merr per basë artikullin që ka shkruar Mr. Sterling, e jo shkruasin e artikullit, d. m. th. personin e Mr. Sterling-ut.

Është shumë punë e mirë që botes së kulturume t'i diftohet me shtyp se kush është Ahmet Zogu, se ç'është bani etj., pse sado që shumica e kësaj botë, kapitaliste e imperialiste, i di fare mirë veprat e Ahmet Zogut e se ç'farë nierit ky është, e sado që kjo pjesë mbahet me të, pse natyra e saj grabitise vehtëm me gjind trathorë e grabits munt të bëjnë punë, prep se prep ka një pakicë profesorësh a kryetar partinash të mjesme të cillët do të hiqeshin dorë prej Ahmet Zogut po t'a dishin se ç'monstrum ky është.

Së duhet harrue veçse kuer i diftojm botes me shtyp se kush është Ahmet Zogu, me i diftue edhe se kush janë ato mercenarë të huej që i dalin zot.

Shtypi shqyptar e ka qitë fare poshtë panegjirik-un e Mr. Sterlingut, une këtu due të flas pak permbi personin veht, që ka paturpsin me shtremnue historin e popullit shqyptar.

Kush është ky farë Mr. Sterling? Një kolonel engles në rezervë që dikur ka sherbye ner kolonirat angleze ku banojn të zezët.

Tipi i këtyre oficerit është i njohur: arrogant deri në palë, me një „vernice“ kulture tuj i mbajtë popujt në shpinë të cillëvet jetojn, per barbar, tuj e mbajtë vehtën shumë ma të naltë se ato që i mbajnë me buk, e shkojn jeten e tyre pa kurrfarë pune posë ngatresavet që bajn per të mbajtë nimbus-in që populli i lindjes kish dikur per to.

Këto gjind janë parasitë e kurrfarë dobijet porse dëm i bin popullit që i mbanë në shpinë të tyre.

Eja të marrim personin e Mr. Sterlingut per të provue parasjtismin e kësi lloj njerzish.

Mr. Sterlingu mban emnin bombastik, „organistor i Ministris së Punëve të mbrendëshme në Shqypni“, dhe ka mirsin m'u dukë hera herë në Ministri të Puneve të Mbrendshme, per të dhanë këshilla se si duhen rregullue çështjet shqyptare; natyrisht ky oficer kolonirash ingliz kurdoherë merr para sysh vehtëm dobën e Shqypnis!

Ka gjind që thonë se Mr. Sterlingu si ingliz, mpron vehtem interesat e Anglis, por këto, thotë Mr. Sterlingu, janë barbar.

Detyra kryesore e Mr. Sterlingut është në të paren rallë me dhanë ka një referat qeveris shqyptare per mbi rugen që duhet ndjekur per t'a riejt Shqypni prej robnis ekonomike e të huejvet. — ka gjind veç që thonë, se referate shumë ma më randësi nep Mr. Sterlingu qeveris së tij, per t'i diftue mëndyren, se si m'e mbajtë e m'e hapë gjithnjë influencen ekonomike t'Anglis në Shqypni; por edhe per këta Mr. Sterlingu thotë se janë barbar.

Populli shqyptar i varfer paguen me njimi zorime zyrtarët e Shtetit, edhe Mr. Sterlingu prej këtij populli të mjerë merrë më se 1200 Nap. ar në vjetë, posë shumes të madhe t'indemnitit e të shpenzimevet të jashtzakonëshme; — thonë edhe se merr edhe një rrogë extra prej shpenzimevet të mshehta të qeveris s'Anglis, por gjithnjë Mr. Sterlingu thotë së këto janë barbar.

Populli shqyptar des skami dhe urije, dhe Mr. Sterlingu mbajet në shpinë të këtij populli, mban një shpi me lux princuer, 2 sherbtore, 2 sherbtorë, një mamicë, 1 a 2 sekretar, dhe karrocë, kual etj.

Populli shqyptar lufton me gjak të tij per t'u lirue prej zgjedhjes të malokut matjan, dhe gentleman-i ingliz bëhet mercenari i pendes i këtij maloku, dhe një ner veglat e robnimit të popullit shqyptar.

E dishim se, edhe një gentleman ingliz gënjen si një hajdut barbar, por pritshim pak ma mendhollësi prej një birit t'Albionit.

Rrogën princore Mr. Sterlingut s'ja paguen Ahmet Zogu, por populli shqyptar, pra është një marrësi per të me b'a hymin e malokut gjakprirës, tiranin e popullit shqyptar, pse populli do të perdorin atë fjalë të tijen „qëni ku lëpin, aty lehë“.

Mr. Sterlingu duhet të kish kuptue se tipavet të tij i duel boja kudo, e se sot nuk ka më popull barbar që është aq naiv me besue, se oficer reserve të koloniravet, vin në vende të hueja per të prue kulturen e jo per të mushë shepat e tyre.

A thue së mbastojn shembëllat e popullit tyrk, qines etj. që kudo po i vën shqelmin këtyre gentleman-parasitë, tuj ju falë nderës në një mendyrë demonstrative per kulturen e tyre?

Të gjithë ato që dishrojn zëgjimin dhe lirin e popullit shqyptar, do të jën mirënjohës Anglis, që dergon tipa të tillë, si Mr. Eyres-in e Mr. Sterling-un në Shqypni: mësim më të mirë s'ka per popullin se veprimet profituese të perfaqësuesvet të kulture s'Albionit.

Kontrebandat, intrigat, pressionet dhe propagandat e oficerit të koloniravet janë shembëllat më të bukra per t'i çelë sytë popullit, per të pa at gënjeshtëren tradicionale e historike të kultur-prusëvet të Shtetevet imperialist.

Mr. Eyres-it me rrollin hypokrit që lojti n'invasionin e Ahmetit i pat däl boja krejt, dhe qeverija mbretnore „pour sauver les apparences“ na e hoqi ket levantin.

Mr. Sterlingu me gënjeshtat e tija në historin e mbrendshme të Shqypnis, ka fye popullin shqyptar; ky popull së kypton se si një parasitë i huej, që tash sa vjet jeton pa kurrfarë pune në shpinë të tij, ka paturpsin m'u perzi në punët e mbrendëshme të Shqypnis, dhe m'u b'a avokatit i një tiranit trathorë.

Këshilli më i mirë që munt t'i nepet Mr. Sterlingut është m'u ngi me at profit që ka pasë deri tash dhe me na lanë shëndeten.

Populli shqyptar s'ka nevojë per oficer kolonirash, mercenar t'malokut të Mates.

Tiranë, Shtatuer.

Një oficer shqyptar

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

ДОБРУДЖАНСКОТО РЕВОЛЮЦИОННО ДВИЖЕНИЕ

ПОД

ударите на ромънската и бългурска реакции

Масови кланета в Добруджа. Интернирания, арести и убийства над добруджанската емиграция в Бългрия. Фашистките правителства на Авереску и Ляпчев в единодействие срещу освободителната борба на добруджанци.

Добруджа и добруджанското революционно движение в последно време се намират под жестоките удари на ромънския и бългурски фашизм в лицето на правителствата на генерал Авереску и това на Ляпчев-Вълков.

Правителството на Авереску в Ромъния, не само че продължи реакционната политика на своя предшественик Братяну спрямо националните малцинства, но и засили мерките за техното културно и национално потискане и денационализация.

Специално в Добруджа, това правителство, със средствата на един брутален полицейски терор, е svelo гражданските и политически свободи на населението до един краен минимум. Там, по силата на един закон «за проверка на крепостните актове», хайдушки се ограбват земите на селяните и разпределят между колонистите куцовласи (ромънски-македонци). Няколко десетки хиляди куцовласи са вече настанени в Добруджа. Ромънското правителство организира и въоръжава тия колонизаторски елементи за да ги противопостави на освободителната борба на добруджанци.

Организациите на куцовласите в Добруджа «Actiuna Rumaneasca» чрез своите нелегални въоръжени банди наречени «Mobila» намиращи се под шевството на капитан Попеску, началник на жандармерията в Сидистра, държат Добруджа под един постоянен тормоз, вършат безчинства, обири и устройват масови избивания над мирното население.

Правителството на Авереску през месец май т. г., по случай близките парламентарни избори, започна чрез своя министър на вътрешните работи Октавийан Гора, преговори с добруджанските малцинства (малцинства, които представляват 98% от общото население) за сключване на изборен пакт. Исканията на малцинствата за отваряне на техните училища и църкви, да им се гарантират потъпканите граждански свободи, се видеха твърде прекомерни за правителството и то прекъсна тия преговори.

Генерал Авереску обаче не спре тук; той разполагаше и с други средства за да спечели изборите. По случай един пограничен инцидент, станал през същото време, и при който бе убит един ромънски войник, властта предприе масови арести в Добруджа, изби 25 добруджански селяни от селата Шахинлар, Кючук-Акубунар, Кабурга, Гарван, Попина, Денизлер и хвърли в затворите други 80 души. Ромънската преса от своя страна, поведе цяла кампания за съществуването на «въоръжени чети» на добруджанската организация в Добруджа. След тая провокация, Генерал Авереску произведе едни полицейски избори, при които добруджанското население остана без свои представители в ромънския парламент.

На 4 юли т. г., пак по повод едно разбойническо нападение в с. Старо Село, тутраканско, ромънската власт арестува над 200 добруджанци от селата Старо Село, Сеново, Дайдър и Денизлер. На следния ден в гората «Вобла» на 4 км. от Тутракан беха намерени жестоко обезобразени труповете на 47 от арестуваните добруджански селяни. И до днес за съдбата на останалите арестувани не се знае нищо положително.

Тия масови кланета в Добруджа генерал Авереску устройва главно чрез своя екзекутор капитан Попеску и неговите въоръжени банди «Mobila».

От 31 август т. г. в Добруджа е обявено военно положение, а органите на властта съставят списъци на първенците и всичко по-събудено по села и градове, за да бъдат всички те избити при първия за това удобен случай. В Добруджа още от времето на Братяну съществува като административна мерка **коллективната отговорност** за всеки населен пункт при разбойническо нападение.

Добруджанското население, след като е хвърлено по силата на насилническите мирни договори в тежко национално робство, след като неговите училища и църкви се затварят, въпреки договорите за защита на малцинствата, и неговите земи се ограбват с закон; след като му сж отнети и най-елементарните граждански, културни и политически свободи, днес се подхвърля от ромънската олигархия на масови кланета с единствената цел, да се застави то да емигрира и Добруджа, чрез колониизацията на куцовласите, бжде превърната в ромънска провинция.

Своя вандализъм в Добруджа, правителството на Авереску оправдава с разбойническите нападения, които стават там.

Действително, в Добруджа стават разбойнически нападения от които страда най-много местното население. Обаче винаги до сега, авторите на тия нападения сж оставали неоткрити, а самите те забулени в една мистериозност. И ако тия нападения не сж провокации, то отговорността за тях не може да носи мирното население, а самата официална власт.

Друго оправдание, правителството на Авереску намира в съществуването на добруджанското революционно движение, което министър на външните работи Митилеу в един свои изявления нарече «болшевиизирано».

Формулата «болшевишка опасност», стана банално прикритие на балканската реакция. Главно зад нея, ромънската олигархия прикрива своята хищническа политика за държане в тежко икономическо и национално робство широките чуждо-национални маси в Ромъния, саставяващи половината от нейното население.

Нека припомним, че под същото това прикритие ромънската олигархия изби над десет хиляди работници, селяни и интелегенти в Бесарабия. Напоследък тя уби и видния вожд на бесарабското работническо движение—Павел Ткаченко, а бившия депутат от Добруджа Борис Стефанов, държи арестуван в крепостта Жилави, при една постоянна опасност, да бжде и той убит.

Политиката на ромънската олигархия в Добруджа, в голяма степен се улеснява от поведението на правителството на военната лига в Бългрия. Това правителство, не само че се е дезинтересирало от трагичната участ на бългурско население в Добруджа, като рекомпенсация за дадената му подкрепа от Букурещ през време на деветоюнския преврат, но е още и в единодействие с ромънското правителство за преследване на борците за свободата на Добруджа. Масовите арести на дейците на добруджанското революционно движение през март 1925 в Добруджа и Бългрия станаха по предварително начертан план на двете правителства. И до днес в затворите стоят маса борци за свободата на Добруджа, под обвинението за «четническа» — в Ромъния, и «конспиративна», — в Бългрия, деятелност.

Кървавото правителство на военната лига в Бългрия преследва добруджанци и техното революционно движение, не само от угодничество към Ромъния. Това то върши и от сжображения на своята реакционна вътрешна политика.

40 хилядната добруджанска емиграция в Бългрия, в своето грамадно болшинство малиомотни и бедни селяни, по причина, че Добруджа в миналото е била един от центровете на земеделческото движение в Бългрия, остана и продължава да бжде враждебно настроена спрямо възцарилата се деветоюнския реакция. През време на самия преврат, на много места, добруджанската емиграция бе в открита борба, на страната на земеделческото правителство.

Колективната нота на Югославия, Ромъния и Гърция, даде дълго очаквания повод на кървавото правителство на военната лига, да се нахвърли жестоко спрямо добруджанци и нанесе решителен удар върху добруджанското революционно движение.

Правителството на Ляпчев-Вълков, след като неуспе, чрез своите агенти в добруджанското революционно движение, начело с депутата сговорист и виден водач на военната лига Никола

Кямилев, Хаджи-Иванов (русенски адвокат съговорист), Слави Алексиев и компания, да подчини това движение на целите на своята реакционна вътрешна политика и, предателската по отношение на добруджанци, външна политика, както това то успе да стори в македонското движение чрез своите орждия генерал Протогеров и Ив. Михайлов, се виде принудено да мобилизира своята полицейска и военна сила, в похода си срещу борците за свободата на Добруджа.

След колективната нота на Югославия, Ромъния и Гърция, правителството на Ляпчев-Вълков, предприе в целата страна масови арести над добруджански дейци. Повече от 100 души беха арестувани, едни хвърлени в затворите, а други интернирани в Южна България и неизбежния Петрич—станал кланица за българските революционери. Своите агенти в добруджанското движение българското правителство арестува само за форма и ги освободи на следния ден.

На една конференция в София на окръжните управители и началниците на обществената безопасност от Русе, Шумен и Варна, при участието на министрите Ляпчев, Вълков и депутата Н. Кямилев, е бил обсъден подробно планът за действие срещу добруджанското революционно движение. След тая конференция министър Вълков издаде строга заповед до войсковите части, министър Кулев даде нареждане до прокурорите в целата страна, за най-сурово и беспощадно действие срещу «нелегалните групи» и «вжоржжени ядра» на революционните национални движения.

Правителствения поход почна с блокирането на целия Шуменски окръг, под предлог, че се преследват «разбойници», «банди» и пр.

На 26 август беха убити по един най-подъл начин, близо до с. Дживел, Новоазарско четирма добруджански революционери, начело с Дочо Михайлов. Шуменския окръжен управител и началника на варненската обществена безопасност и двамата запасни майори и организатори на тия убийства, в една своя среща през юли, сж уверявали Дочо Михайлов, под своята «честна офицерска дума», че властта няма и не може да има нищо против неговата и тая на другарите му, революционна дейност за свободата на Добруджа.

Дочо Михайлов, запасен поручик от българската армия, родом от с. Бабук, Добруджа, е една от най-крупните фигури в добруджанското освободително движение. Смел и енергичен борец за самостоятелността на добруджанското движение, горещ привърженик на идеята за Независима Добруджа и Балканска Федерация, един от основателите на добруджанското революционно движение и негов най-популярен деец, както в

Добруджа, така и в еред емиграцията, Дочо Михайлов беше от дълго време прицелна точка за кървавата деветоюнска реакция. Схден през 1925 г. по закона за защита на държавата и затворен, Дочо Михайлов бе освободен през месец май т. г., за да бъде убит след няколко месеца.

Убийството на Дочо Михайлов и тримата негови другари е само началото на похода срещу добруджанското движение. Арестите и избиванията на честни и самоотвержени борци за свободата на Добруджа продължават.

Както винаги, така и сега, своето огромно злодеяние и тежко предателство спрямо добруджанското освободително движение, кървавото правителство на воената лига, чрез една декларация на Ляпчев в камарата, с цинични изявления на Буров в чужбина и чрез своята преса, се мъчи да прикрие зад познатия и вечен претекст—«болшевиизиране на движението», «връзки с Москва и Виенската централа» и пр.

С удара нанесен на македонското движение през 1924 г. и избиването на няколко стотици видни борци за свободата на Македония и с тоя, който нанася сега на добруджанското революционно движение, правителството на воената лига в България открито предателствува интересите на българското племе в Македония и Добруджа.

Пътя на неговата политика за сближение с Югославия и Ромъния е оселен с труповете на стотици и хиляди вече македонски и добруджански революционери. В основите на тая политика лежат нови империалистически комбинации, засилени особено след преврата на Кондилис и нестабилното положение в Гърция.

Намирайки се в една непрекъсната и жестока война от 9 юни насам и с българските работници и селяни, кървавото правителство на воената лига намира единствен изход от създаденото от него тежко вътрешно положение в България, в нови авантюри и войни вън.

Реакцията на Балканите подготвява нови войни и касапници за своите народи. Тя е една постоянна опасност за мира на Балканите. Изхода за поробените националности на Балканите е в изграждане на своя единен революционен фронт срещу балканската реакция и координирани своите борби с тия на работниците и селяните за осъществяването на Балканската Федерация, която единствено ще гарантира свободното съществуване на всички националности населяващи Балканите и така премахне опасността за мира на Балканите, а с това и в Европа.

Добруджански

На балканите СРЕД РАЗМЕНАТА НА ДИПЛОМАТИЧЕСКИТЕ НОТИ „Болшевишката опасност“

На 11 август правителствата на Югославия, Ромъния и Гърция подадоха нота до българското правителство, с която искаха то «да вземе сериозни мерки за да се спрат окончателно вредните действия на революционните комитети в България». На 27 с. м. българското правителство отговори на тая колективна нота. То заяви, че дейността на четите, действащи в Югославия, била намалена в сравнение с миналото и че земеделски и комунистически чети били нахлували от Югославия в България; то заяви още, че «ще вземе най-решителни мерки за да смаже нелегалните организации в България».

Колективната нота бе предизвикана от действията на фашистките чети на българското правителство, а това последното говори за «нелегална дейност» на комунисти и земеделци.

Преди да подаде своята нота българското правителство взе наистина всички възможни за една кървава власт мерки за да покаже, че то действително взема сериозни мерки, но против кого? Не против неговите теористически и разбойнически групи и организации, а против българските работници и селяни и против добруджанските емигранти.

То използва нотата на съседните правителства за да засили терора в страната. То почна да открива «конспирации». Арести и убийства последваха след това. То обяви военно положение в няколко околии в Плевенския окръг. В троянско то е арестувало 20 души селяни от селата Голема Железна и Борима, които са били убити и труповете им заровени в две гробници в гората покрай пътищата (в. Народ, 31 август т. г.). Броя на убитите в тая околия надминава 100. Населението там е пропицело от золумите на новите кърджали. То е в отчаяние и се пита: Нема ли кой да ни помогне? Нема ли некоя страна за да ни завладее и ни освободи от нашите? (в. Народ, сжщата дата). То е открило «конспиративна» организация в Сливен, убило е гражданина Молдовански, арестувало е 30 души работници; то не позволява на работниците в този голем индустриален център в България да

правят каквито и да са събрания. То е изтезавало зверски в околностите управление в Н. Загора мирни граждани; то е обесило в конюшната на това управление един арестантин (в. Знаме, 9 септ. т. г.). То извърши арести в Пловдив на няколко десетки работници и интелигенти и напоследък е открило «конспирация» в София, където е арестувало 20 души, между които писателя Антон Страшимиров, журналиста Юрдан Грънчаров, Иван Янчев, Чичовски, Панов и други. Независимия в. Новини е спрен. Синдикални деятели се арестуват в целата страна. То посегна и на Добруджанското освободително движение. То избя 4 добруджански деятели, близо до ромънската граница, между които и героя на добруджанската свобода Дочо Михайлов. То арестува 100 души добруджански емигранти, които интернира в Южна България и в петричко. Ние не говорим тук за обикновените насилия и издевателства, които органите на властта и неотговорните фактори, т. е. военната лига, организацията на убийците и предателите на Македония, Протогеров и Ив. Михайлов, Врангелистите, ксенофобите фашисти от дружествата «Родна Защита» и «Кубрат» вършат всеки ден над българските граждани. Правителството на военната лига, което виждаше как всеки ден неговите позиции се разклащат; което виждаше, че приближава деня на неговото сгромолясане, се възползува от колективната нота на съседните държави за да издигне «болшевишкия призрак» и да оправдае своите нови кървави мерки.

Правителството на Ляпчев прави всички усилия за да образува един блок на балканските реакционни правителства против работниците, сляните и националните малцинства на Балканите. За такъв блок правителството на Цанков още преди две години правеше своите оферти на Пашич и Брагиану. Тогава то неупее напълно. Сега обаче, по случай нападението на неговите фашистки банди, на границите на Югославия и Ромъния, отричайки злодеянията на своите орждия, то се надева, че на тази почва ще може да сжтрудничи с тия правителства. То тръбни на лево и на десно, в местния и чуждия печат, че имало доказателства, какво в Добруджа, около границата, имало чети, че те се били издържали с средства от Москва, че «във Виена имало централа, която била изработила план за засилване на Балканския комитет и специално на българската секция, че било решено да се извършат атентати върху живущи в България чужденци, на първо място върху

чуждестранните дипломатически мисии и то особено на онези на великите сили, чиито правителства подържат най-добри отношения със сегашното българско правителство» (Зора, орган на Ляпчев, 9 септ. т. г.). Това заяви и българския министър на външните работи Буров в органа на Нинчич, в. Време, и тия негови заявления предизвикаха протеста на виенския вестник Reichspost, орган на австрийското правителство.

Ето по какъв начин правителството на белия терор в България иска да оправдае убийствата, арестите и насилията над българския трудов народ!

Но и тази нова диверсия на българското правителство не ще заблуди европейското обществено мнение, за което тя е предназначена. Без съмнение, тя ще даде възможност на неговите покровители, английското и италианско империалистически правителства, да оправдаят жървавите мерки на Ляпчев-Вълков. Впрочем, и без тая нова диверсия, тия правителства даваха своята материална и морална подкрепа на правителството на военната лига в България; особено това е верно за правителството на Балдуин. Това се виде и при отпускането на аванса—400 хиляди английски лири—от разрешения от Обществото на народите заем за бежанците, който се отпусна от Английската държавна банка.

Дипломатическата война между Югославия, Ромъния и Гърция, от една страна, и България, от друга, послужи само да се засили терора над трудящите се маси не само в България; тя послужи за претекст и на другите балкански държави да засилят репресивните мерки против работници и селяни и националните малцинства в своите страни.

Така, мерките на българското правителство по отношение на добруджанската емиграция дадоха възможност в ромънската олигархия да оправдае терора над населението в Добруджа и да засили своята политика на преследване, денационализация и избиване на това население. «Разкритията» на Ляпчев и Буров дават възможност на правителството на Авереску да оправдава терора и убийствата на бесарабски и добруджански дейтели, първите нови жертви на което са Ткаченко и Б. Стефанов.

В Сърбия, правителството на Узунович «разкрива конспиративна организация» в цариградско, където то е арестувало 18 души селяни; то извърши арести в Македония на македонски интелигенти, еснафи и работници, под претекст, че се занимавали с комунистическа дейност.

В Гърция, новия диктатор Кондилис арестува десетки работници в Солун, понеже били демонстрирали против бившия диктатор Пангалос и искали възстановяването на конституционните свободи. Правителството на новия диктатор освободи арестуваните шефове на буржуазните партии, но то продължава да държи в затворите в Солун, Кавала, Атина, Пирея и островите гръцки и македонски селяни и работници.

И след нотите, отношенията между сегашните балкански правителства остават същите:

Борба за надмощие на Балканите между Югославия и Ромъния, стремление на Гърция да избегне удара от към Югославия, за която цел Пангалос сключи и договора с Узунович и опита на българското правителство да задържи и при възможност да закрепни своята власт.

Както и по-рано, бандите на Протогеров и Врангел, «сноповете» на генерал Шкойнов, отрядите на Порков и К. Стоянов, и групите и дружините на разните фашистки спортни организации ще продължават да играят жърваво хоро над труповете на българския, добруджански и македонски работен народ. Бандите на Циклев, Каламагиев, Тржбич и Църцурийски и тия на капитан Стефан ще продължават да бият и трепят македонския народ и сръбските и гръцки работници и селяни; бандите

на «Мобилата» и капитан Попеску и групите на Actiuna Rumaneasca ще продължават да беснеят в Добруджа. Резултатите от тоя дипломатически двубой са засилването на жървавите режими в България, Югославия, Гърция и Ромъния. Българското правителство държи първенство; то води самодивското хоро.

Г. Казановски

Автономистите и Балканския комитет в Париж

Комитета за защита жертвите на белия терор на Балканите беше отпратил до г. А. Ляпчев едно енергично писмо, с което протестираше срещу законите с убийство на хората от групата около Протогеров против нашия приятел и другар Д. Влахов. Това писмо даде своите резултати.

Органа на автономистите, в. Свобода или смърт написа специална статия, в която се опитваше да оправдае своите закани с убийство на Д. Влахов. Аргументациите им са най-мизерни.

Органа на Парижкия комитет за защита жертвите на белия терор на Балканите, в. Agence des Balkans помества следните отговори на твърденията на Протогеров и Ив. Михайлов, който той е получил от Секретарията на комитета:

1. Тона на писмото беше такъв, какъвто подобава да се държи срещу лица, които, след като извършиха маса убийства, заявяват че са готови да извършат още едно престъпление.

2. Доказано е, че групата конспиратори около Ив. Михайлов и Протогеров не работи за независимостта на Македония, а служи на анексионистическите цели на българското правителство. В. М. Р. О. наистина е една организация, която е в зависимост от София. Французкия пълномощен министър г. Дард след толкова много други потвърди това.

3. Генерал Протогеров е генерал от българската армия, който е прекарал целата си кариера на служба в нея. Той има голема власт в българската военна лига. Той е запасен офицер, а в цивилизованите страни запасните офицери се намират под контрола на правителството. Може ли некой в Франция или в Англия да организира чети, да устройва убийства, да върши масови нападения и пр. и правителството да стои индиферентно?

4. Автономистите смятат че работат за Балканска Федерация..., като проповедват, за сметка на софийското правителство, една дива омраза срещу сръбския и гръцки народи вместо да подготвят, заедно с тия народи, събарянето на тираните в Белград, Атина, София и Букурещ, което единствено може да даде възможност да се създаде една свободна Македония в една свободна Балканска Федерация.

5. Автономистите обвиняват г. Влахова, че бил подбудител на убийствата на Т. Александров и Н. Милев. За първото убийство, подозрения, достигани почти до сигурност за виновност, падат върху генерал Протогеров, който е бил на самото място във време на убийството. Напротив, обвиненията срещу Влахов, един честен човек и човек на убежденията са съвършено абсурдни, колкото се отнася до убийството на Т. Александров и Н. Милев, убит в София, чиито убийци успеха да избегат, покровителствувани от полицията на превратаджите.

6. Балканския комитет не е престанал да иска със слово и перо пълното освобождение на Македония и да клейми жестокостите на сръбското и гръцко правителства против присъединените македонски населения, както и тия на Протогеровите хора към македонците в България, които не се подчиняват на волята на военната лига и на автономистите.

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΟΙ ΔΗΜΙΟΙ

τοῦ Ἄγρου Μπαρμπύς

— Λευκή τρομοκρατία στὴ Βαλκανική; Τί ἀνοησία! Εἶναι πράγματα ποὺ διαδίδουν σκόπιμα τὰ ἐπαναστατικὰ στοιχεῖα, οἱ ἐχθροὶ τῆς κοινωνίας. Ἡ τραγωδία ποὺ ἐξελίσσεται στὶς χώρες μας δὲν εἶναι παρὰ ὁ ἀγῶνας μεταξὺ Τάξεως καὶ Ἀταξίας, νομιμότητος καὶ παρανομίας. Ὅλοι ὅσοι θένε νὰ υπερασπίσουν τὴν κοινωλία,

τὸν πολιτισμὸ πρέπει νὰ ταχθοῦν στὸ πλευρὸ μας, νὰ μᾶς υποστηρίξουν, διότι ὁ ἀγῶνας μας εἶναι καὶ δικῶς τους ἀγῶνας.

Αὕτῃ εἶναι ἡ ἀπόψη ποὺ υπερασπίζουσι οἱ βαλκανικὲς κυβερνήσεις, αὐτὲς ποὺ ὁ μεγάλος συγγραφεὴς τῆς Φωτίας ἀποκαλεῖ δημίους.

Οἱ θεατὲς τοῦ βαλκανικοῦ δράματος βρίσκονται σὲ μιὰ τρομερὰ στενωγῶρη θέση.

Ἀπὸ τῆ μιᾶ, βλέπουνε τίς κυβερνήσεις αὐτὲς νὰ δίδουν τὸ παράδειγμα τῆς ἀταξίας καὶ τῆς παρανομίας, τῆς καταπίεσεως καὶ

βαρβαρότητος, με τὸ νὰ καταλαμβάνουν τὴν ἐξουσία με τὴν ἐνοπλη-
βία, με πράξικοπρήματα, καὶ με τὸ νὰ μένουνε στὴν ἐξουσία δυνάμει
τῆς βίας, φόβου, τῆς ἀγχόνης, τῆς φυλακῆς, τῶν ἐκτάκτων νόμων
καὶ τῆς τρομοκρατίας, καὶ ἐν τούτοις νὰ ποζάρουνε ὡς ὑπερασπιστὲς
τῆς τάξεως καὶ τοῦ νόμου!

Ἀπὸ τὴν ἄλλη μεριά, ὁ μεγάλος τύπος, πλερωμένος καὶ κατὰ
διαταγὴ τῶν βαλκανικῶν ἀρχόντων, παρασύρει τὴν κοινὴ γνώμη,
παραλάσσοντας ἐνσυνείδητως καὶ συστηματικὰ τὰ γεγονότα καὶ
κρύβοντας τὴν ἀλήθεια.

Καὶ αὐτὴ ἡ πάλη μεταξύ ἀλήθειας καὶ ψευτιάς γεννᾷ κατ'
ἀνάγκη τὴν ἀμφιβολία, τὴν σύγχυση μέσα στὰ διάφορα πνεύματα
καὶ αὐτὸ ἀναγκάζει ὅλους ἀκόμα καὶ ἐκείνους τοὺς ἀνθρώπους ποὺ
τρέφουνε τίς πιὸ καλὲς διαθέσεις νὰ περιορίζονται σὲ μιὰ ἐπι-
φυλακτικὴ στάση.

Ἐ λοιπὸν, „Οἱ δῆμιοι!“ τὸ νέο μεγαλειῶδες αὐτὸ ἔργο τοῦ
Μπαρμπύς, ἔρχεται νὰ σαρώσει ὀλοκληρὸ τὸ χτίριο τῆς ψευτιάς
τοῦ ἔχρισαν οἱ σατράπες τῆς βαλκανικῆς γῆρας ἀπὸ τὸ ἀπαίσιο
τοῦς ἔργο.

Εἶναι σὰν ἓνας γιγάντιος πυρὸς ποὺ ὁ δυνατὸς αὐτὸς προ-
λεταρικός συγγραφέας περιδιαβάει πάνω ἀπὸ τὴ βαλκανικὴ τρα-
γωδία φωτίζοντας ἔτσι ὅλες τῆς τῆς γωνιῆς.

Μπροστὰ στὸ ἀπαίσιο θέαμα τῶν τόσων ἀγριότητων τῶν κυβερ-
νήσεων ποὺ ἐμέθυσαν ἀπὸ τὸ αἷμα ὁ Μπαρμπύς χτυπᾷ τὸν κώδωνα
τοῦ κινδύνου: „Πρέπει νὰ φωνάξουμε, δολοφονία!“ χτυπᾷ τὸν τερα-
τώδη αὐτὸν νόμο ποὺ δνομάζεται νόμος γιὰ τὴν ὑπεράσπιση τοῦ
κράτους, ποὺ δὲν ἔχει ὅμοιο τοῦ στὴ νομοθετικὴ ζωὴ τῶν λαῶν,
καὶ ποὺ ἀναγκάζει τοὺς γονιοὺς νὰ καταδίνουε τὰ ἴδια τοὺς τὰ
παιδιὰ· σὺβει, με μιὰν ἀπέραντη ἀγάπη πάνω στὸν πόνο „τῶν
φτωχῶν εὐγενικῶν λαῶν“ ποὺ ἀνυπεράσπιστοι εἶναι παραδομένοι
στὴν ἀρπαχτικότητα „τῶν παρασιτικῶν κυβερνήσεων“· δείχνει τίς
„ὀργάνωσε τίς κατασυντρίψεως“ στρατιωτικὲς ἐνώσεις, ἀστυνομία,
μακεδονικὸ κομιτάτο (Ε. Ε. Μ. Ο.), τοὺς φασίστες καὶ κούζακους
νὰ συναγωνίζονται μετ' ἄλλο γιὰ νὰ κατασυντρίψουνε τίς μάξες,
ὀργανώσεις ποὺ ἐναντίον τοὺς „ὁ λαὸς δὲν μπορεῖ νὰ ἀμυνθεῖ“·
περιγράφει με μιὰν ἀμειλιχτὴ ἀκρίβεια, τὴν βασανισμένη ζωὴ τῶν
„ἐσταυρωμένων λαῶν“, „τίς χώρες τοῦ τρόμου“, „τίς σειρὲς δολο-
φονιῶν“, „τὸ βασανιστήριον τῶν φυλακισμένων“· μιλά γιὰ τοὺς
„ἐξαφανισθέντας!“, ὑπογραμμίζει τὴν μεγάλη θλίψη „τῶν ἐνόχων
συγγενῶν“· ἔσπλωνε μπροστὰ μας σὲ ὅλη του τὴ γύμνια τὸ θέαμα
„τῶν κυβερνητῶν ἐναντίον τῶν λαῶν“, „ἐναντίον τῶν γυναικῶν
καὶ τῶν παιδιῶν“, „ἐναντίον τῆς νεότητος“, „ἐναντίον τῶν δασκά-
λων καὶ τῶν διανοουμένων“ καὶ ἐναντίον ὅλων τῶν ἐλευθεριῶν·
στυλιτίζει „τοὺς ὑπευθύνους“, ἐξετάζει δεόντως καὶ ξεκαθαρίζει μιὰ
γιὰ πάντα μετ' ἄλλο τὴν πρόφαση: „ὁ ἀντιπολιτειακὸς“ ποὺ ἐπι-
καλοῦνται οἱ κυβερνήσεις αὐτὲς τῆς αἰματηρῆς ἀντίδρασης· κατα-
γγέλει τὸ ὅπλο στὸ ὅποιο καταφεύγουνε οἱ τύρανοι αὐτοί: „τὴν
πλαστογραφίαν“· σηκώνει τὴ φωνὴν τοῦ ἐναντίον τῆς τύχης ποὺ
εὐρῆσαν „οἱ βαλκανικὲς μειονότητες“, „ἡ Τρανσυλβανία“, „ἡ
Βεσσαραβία κάτω ἀπὸ τὸν ζυγὸ“, „ἡ σταυρωμένη Μακεδονία“, „ἡ
ἐρημωμένη Θράκη“, „τὸ Μαυροβούνιο ποὺ ἐσβύστηκε ἀπὸ τὸν
κατάλογο τῶν ἐθνῶν“ οἱ Ἑβραῖοι, ποὺ αἰώνια ξεσποῦν ἐπάνω τοὺς·
ρίχνει φῶς πάνω στὸ „ρόλλο τῶν μεγάλων δυνάμεων“ ποὺ ἐπι-
διώκουν στὴ Βαλκανικὴ ἓνα σκοπὸ διπλὸ: ἐκμετάλλευση τῶν λαῶν
καὶ ὀργάνωση τῆς ἀντεπαναστάσεως καὶ τοῦ φασισμοῦ· ἐνθυμίζει
„πὼς ἓνα ὄργανο τῆς Ἀντάντ, ἡ Διασυμμαχικὴ Ἐπιτροπὴ τῶν
Ἐπανορθώσεων, ἐπενέβη γιὰ νὰ ἀκυρώσει ἓναν ὀρισμένον ἀριθμὸ
νόμων καὶ μέτρων μετ' ἄλλο ριζικὰ δημοκρατικῶν, ποὺ εἶχε
ἐκδώσει ὁ Σταμπολισκῆ“.

Ἀφοῦ παρέστησε, σὰν καινούργιος Δάντης, τὴν Κόλαση τῆς
Βαλκανικῆς, ὁ Μπαρμπύς ἐρωτᾷται: „τί πρέπει νὰ γίνει!“;

Μπορεῖ νὰ βασισθεῖ κανένας στὶς ἐπίσημες Δυνάμεις, ὅποιεσδήποτε
καὶ ἂν εἶναι; Ποτέ, διότι „οὔτε αὐτὴ τὴν φορὰ οἱ ἐπίσημες
ἀρχὲς θὰ γίνουνε οἱ διερμηνεῖς τῆς συνειδήσεως τῶν ἀνθρώπων“.

Στὴν Κοινωνία τῶν ἐθνῶν;

Οὔτε καὶ γι' αὐτὴ μπορεῖ νὰ γίνει σκέψη, διότι αὐτὴ δὲν εἶναι
παρὰ μιὰ „Ἐνωσις τῶν Κυβερνήσεων, μιὰ διεθνὴς Κυβέρνησις τῶν
διοικούντων τὸν παλιὸ κόσμον, ἡ ὁποία ἐργάζεται γιὰ νὰ ἐφαρ-
μόσει τίς συνθήκες εἰρήνης οἱ ὁποῖες ἔχουνε τὴν ἴδια ρίζα ὅπως

καὶ ἡ διεθνὴς αὐτὴ Κυβέρνησις — δηλαδὴ, κάθε ἄλλο ἀπὸ Ἐνωσις
τῶν Λαῶν“.

Στὴν Ἐνωσις τῶν Δικαιωμάτων τοῦ Ἀνθρώπου; Ἀλλοίμονο, δὲν
μπορεῖ ἀκόμα νὰ γίνει αὐτὸ, διότι ἡ Ἐνωσις δὲν εἶχε τὸ θάρρος
νὰ κάμει ἐκεῖνο ποὺ ἔπρεπε ἢ ποὺ ἤμποροῦσε νὰ κάμει.

Στὴ δημοσίᾳ γνώμη πέφτει ἡ μεγάλη καὶ εὐγενικὴ αὐτὴ ἀπο-
στολὴ τῆς εἰρήνης καὶ τῆς ἐπανορθώσεως. Αὐτὴ πρέπει νὰ ἐνεργή-
σει „καὶ νὰ κάμει νὰ ἀκουσθεῖ ἐλεύθερα καὶ δυνατὰ ἡ φωνὴ τῆς“
„μπροστὰ στὴν κραυγὴ ἀγωνίας ποὺ βγαίνει ἀπὸ τὴ χώρα τῆς
Βαλκανικῆς“.

Αὐτὸς εἶναι ὁ λόγος τοῦ σχηματισμοῦ σὲ διάφορες χώρες
„Ἐπιτροπῶν πρὸς Ὑπεράσπιση τῶν Θυμάτων τῆς Λευκῆς Τρομο-
κρατίας στὴ Βαλκανικὴ“ ποὺ ἀπὸ τὴ μιὰ θὰ ἀφοσιωθοῦν „νὰ ἀπο-
καλύψουνε τὴν πραγματικότητά ποὺ εἶναι κρυμμένη γιὰ τὸν κόσμον
δυνάμει ἀπατηλῶν ἀνακοινωθέντων καὶ νὰ παρουσιάσουν μετ' ἄλλο
βοήθεια ἐξελεγεμένων πληροφοριῶν, μιὰν εἰκόνα πιστὴ τῶν πραγμά-
των καὶ μιὰν ἀντικειμενικὴν ἔκθεσι τῶν αἰτιῶν τοὺς“ καὶ ἀπὸ τὴν
ἄλλη μεριά „νὰ προπαγανδίσουν τὴ μεγάλη γόνιμη ἰδέα τῆς Βαλ-
κανικῆς Ὁμοσπονδίας“.

Ἐπειτα, ὁ Μπαρμπύς καταγίνεται διὰ μακρῶν μετ' ἄλλο μεγα-
λύτερη πολιτικὴ δίκη τοῦ κόσμου“ τὴ δίκη τοῦ Τατάρ Μπουγάρ,
ἀπαίσια παρωδία τῆς δικαιοσύνης, καὶ ἐκθέτει τίς περιπέτειές τῆς.

Ὁ Μπαρμπύς θέτει τὴν κορωνίδα στὸ ἔργο του μετ' ἄλλο ἓκκληση
φλογερή „πρὸς τοὺς Βαλκανικοὺς Λαοὺς“· τοὺς προτρῖπει νὰ μὴ
λογαριάζουν σὲν κανένα ἄλλον ἀπὸ τὸν ἑαυτὸ τοὺς.

„Τίποτε, λέγει, ἄλλο δὲν θὰ σᾶς ἔλθῃ ἀπὸ ὑψηλὰ, ἀπὸ
ἀπάτες καὶ κτυπήματα... Οἱ ἐχθροὶ σας εἶναι ἐκεῖνοι ποὺ σας
Κυβερνοῦνε.“

Δοξάζει τίς προσπάθειές τοὺς, ἐξαιρεῖ τὸ μαρτύριο τοὺς καὶ
κάμνει νὰ φαίνεται μέσα ἀπὸ τὸ αἵματοβαμμένο σκοτάδι τῆς σή-
μερον, ἡ ἀρχὴ τῆς αὐγῆς τῆς κοινωνικῆς δικαιοσύνης.

Τὸ βιβλίον τοῦ Μπαρμπύς ἐσπείρει, ὅπως ἔπρεπε νὰ τὸ περι-
μένομε, τὸν πανικὸ ἀνάμεσα στοὺς δημίους ποὺ προσπαθοῦν νὰ
ἐλαττώσουν τὴν ἐντύπωσίν του ἀναφέροντας τὸ πιὸ γερὸ τοὺς ἐπι-
χειρήματα πρὸς ὑπεράσπισή τοὺς: „Εἶναι τὸ ἔργο, φωνάζουσε, ἓνός
κομματικοῦ.“

Ἐπιχείρημα μάταιο καὶ φτωχὸ.

Ἐγὼ τὸ δικαίωμα νὰ πῶ, γράφει ὁ Μπαρμπύς στὸν πρόλογο
τοῦ βιβλίου του, πὼς ἡ ἀποστολὴ αὐτὴ ἔγινε ἀνεξάρτητη καὶ με
εἰλικρίνεια, καὶ πὼς τῆς ἔλειπε, ἀπὸ τὴν ἀρχὴ ὡς τὸ τέλος, κάθε
προκατάληψη, κάθε μεροληψία, ποὺ θὰ μποροῦσε νὰ ἐλαττώσει τὸν
ἀντικειμενικὸ τῆς καὶ ἀμερόληπτο χαραχτήρα.“

Λίγο παρακάτω ἐξακολουθεῖ ὁ Μπαρμπύς: „Οἱ ἀτομικὲς γνώμες
δὲν πρέπει νὰ ἐπηρεάζουν μιὰ ἐξακρίβωση. Τὸ ἐπαναλαμβάνω:
αὐτὴν τὴ φορὰ, ἀφήνοντας τὴ Γαλλία γιὰ νὰ πάγω στὴ νοτιοανατο-
λικὴν Εὐρώπη, ἄφησα θεληματικὰ στὴν μπάντα τὴν προσωπικότητά
μου. Δὲν ἤμουν ἄνθρωπος κομματικός, ἀλλὰ ἀπλῶς ἓνας ἄνθρωπος
ὁ ὁποῖος, μετ' ἄλλο τὴν ἐλευθερίαν τοῦ πνεύματος, ἐπήγαινα νὰ
μελετήσω ἐπὶ τόπου τὰ συγκεκριμένα γεγονότα, γιὰ νὰ ἐκθέσω
ἔπειτα τίς παρατηρήσεις καὶ τίς ἔρευνες αὐτῆς.“

Πράγματι, „Οἱ Δῆμιοι!“ δὲν εἶναι ἓνα ἔργο ὑποκειμενικόν,
ἀλλὰ ἓνα ἔργο ἀγνὰ καὶ αὐστηρὰ ἀντικειμενικόν. Ὁ Μπαρμπύς δὲν
ἐκθέτει ἐκεῖ μέσα θεωρίες καὶ ἰδέες, δὲν καταγίνεται μετ' ἄλλο ἀφηρη-
μένους καὶ ὑπερφυσικοὺς συλλογισμοὺς, ἀλλὰ ἀφήνει τὰ γεγονότα,
τοὺς ἀριθμοὺς, νὰ μιλήσουν.

Αὐτὸ ἀκριβῶς βρίσκεται ἡ δύναμις τῆς ἐργασίας του.

Οἱ δῆμιοι τῆς Βαλκανικῆς, πρέπει ἐπομένως, γιὰ νὰ μπορέσουν
νὰ ἀμυνθοῦν ἀποτελεσματικὰ, νὰ ἐξαφανίσουν τὰ πράγματα αὐτὰ,
τὰ γεγονότα.

Ἀλλὰ οἱ δεσπότες τῆς Βαλκανικῆς, μ' ὅλα τὰ καταστρεπτικὰ
καὶ βίαια μέσα ποὺ διαθέτουνε, δὲν εἶναι δυστυχῶς ἱκανοὶ νὰ τὸ
κάμουν.

Νὰ γιατί οἱ Δῆμιοι τρομερὸ κατηγορητήριο, ἓνός ἀνθρώπου
μετ' ἄλλο καρδιά καὶ ἓνός ἀναμφισβητήτου μαίτρο, γερμίζει μετ' ἄλλο
δημίους καὶ μετ' ἄλλο τὰ θύματα ποὺ εὐλογοῦν τὸν Μπαρμπύς ποὺ
τοὺς ἐδικήθηκε τόσο θαυμάσια.

Α. Λυσίεν

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

NAŠA ANKETA

KOD ZNAMENITIH EVROPSKIH POLITIČARA I KNJIŽEVNIKA
O BALKANSKOJ FEDERACIJI

John Wheatley

John Wheatley rodio se je 1869. U dobi od 12 godina salazio je u rudokope. Prosti rudokopni radnik do svoje 22 godine. Bio je član Lancashirskog pokrajinskog vijeća i Glasgovskog gradskog zastupstva. On je predsjednik škotskog radničkog udruženja. Član je parlamenta od 1922. Pristupio je u radničku stranku 1906. Brzo se je odlikovao sa svojom energijom. On je član parlamentarnog izvršnog odbora ove stranke. Bio je ministar narodnog zdravlja u Macdonaldovom ministarstvu.

John Wheatley je jedan od najvažnijih vođa lijevog krila radničke stranke.

Sadašnje balkanske vlade ne žele uspostaviti sistem međunarodne pravde niti zajamčiti ličnu pravdu. I tako se položaj na Balkanu pogoršava iz dana u dan.

Da se popravi ovo stanje svim silama što brže moguće širiti socijalistički duh na balkanskom poluotoku, stvoriti takovu organizaciju u svakoj državi i ujediniti te organizacije u federaciju. Ova federacija, ujedinjena zajedničkim ciljem, osigurala bi opću saradnju jamčeći svakomu maksimum nacionalne, vjerske i rasne slobode.

John Wheatley

Mučeništvo narodnih manjina Jugoslavije

II. Hrvatsko pitanje

Postoji li hrvatsko pitanje?

Postoji li hrvatski narod?

Pitanja, koja se češće čuju.

3. Borbom k slobodi!

U Jugoslaviji živi 3 milijuna Hrvata i to u pokrajinama: Hrvatskoj-Slavoniji (66% Hrvata, 24% Srba, 10% Nijemaca, Mađžara i drugih), u Dalmaciji (84% Hrvata, 16% Srba), u Bosni-Hercegovini (23% Hrvata, 42% Srba i 32% muslimana) i u Vojvodini (8% Hrvata, 29% Srba i 63% ostalih). U svim primorskim gradovima, osim najjužnijeg Kotora, Hrvati sačinjavaju ogromnu većinu stanovništva. U kontinentalnim gradovima Hrvatske je isti slučaj. U Hrvatskoj i Slavoniji Srbi naseljavaju kotare, koji graniče sa Bosnom i Srbijom, a u Dalmaciji sačinjavaju dva nacionalna ostrva. U Bosni i Hercegovini, zemlji, koja je u svijetu razglašena kao srpska, Srbi sačinjavaju 42% stanovništva, a u bosansko-hercegovačkim gradovima 40% sačinjavaju muslimani, a po 20% Srbi i Hrvati. Po izbornim rezultatima, koje smo objelodanili u prošlom članku vide se, da Hrvatska, Slavonija i Dalmacija biraju ogromnu većinu hrvatskih poslanika a Bosna-Hercegovina hrvatskih i muslimanskih.

Hrvatska inteligencija i građanstvo predali su se god. 1918. na milost i nemilost srpskim militaristima i imperijalistima, prestrašeni od seljačkih nemira (paljenje veleposjedničkih dvoraca), od „boljševičke“ opasnosti i od talijanske okupacije. Hrvatski vojnici pokušali su 5. decembra 1918. proglasiti hrvatsku republiku, ali njihov je pokušaj bio mitraljezama ugušen. Hrvatsko seljaštvo, do tada neuvažavani faktor hrvatske politike, započelo je borbu protiv hegemonije i nasilja. Stjepan Radić postao je glasovit u Jugoslaviji i u Evropi stupivši na čelo tog spontanog seljačkog pokreta. Taj je pokret od 1918. do 1925. trajno rasao i jačao, usprkos sviju progona. A progona je bilo mnogo. God. 1919. organizacije hrvatske seljačke stranke sakupile su preko 200.000 potpisa za „Memorandum“, upućen mirovnoj konferenciji u Parizu, u kojem su tražili pravo samoodređenja hrvatskog naroda, pri čem se je izjavljivala pravednost stupiti sa Srbijom i Crnom Gorom u federaciju na osnovici potpune ravnopravnosti. Vlasti su uhapsile Stjepana Radića i zaplijenile arku sa 30.000 potpisa, ali je 5. maja 1919. ipak bio predan Wilsonu Memorandum sa 167.667 potpisa. Preko 10.000 hrvatskih seljaka bilo je tada pozatvarano i batinjano. Ali su izbori za Konstituantu (novembar 1920.) donijeli hrvatskoj

seljačkoj stranci u Hrvatskoj i Slavoniji 260.000 glasova, a kod sljedećih izbora, taj je broj porasao na 360.000 (od 400.000!). U 1923. i 1925. god. dobila je hrvatska seljačka stranka još daljnjih 70.000 glasova u Dalmaciji (od 100.000) i daljnjih 70.000 glasova u Bosni i Hercegovini (od 300.000). Ukupno 500.000 glasova. To je čitava vojska oduševljenih i na sve pripravnih boraca.

Tada su, godine 1925., srpski imperijalisti, zaplašeni veličinom hrvatskog seljačkog pokreta, oko kojega su se okupile sve potlačene narodne grupe Jugoslavije, postavile ovom ultimatum ili se odrecite borbe za samoodređenje hrvatskog naroda, ograničite vašu borbu na postizanje malih koncesija, ili vam navješćujemo pokolj i otvorenu diktaturu. Srpski militaristi i imperijalisti stavili su hrvatski seljački pokret pred alternativu: kapitulacija ili revolucija? Blok potlačenih naroda Jugoslavije, okupljen oko HRSS-a predstavljao je preko 2/3 svih živih snaga Jugoslavije i on se nije trebao plašiti takvog ultimatum. Ali je vodstvo seljačke stranke, demoralizirano svojom pacifističkom ideologijom, kapituliralo, uvjeravajući i sebe i seljaštvo, da je to sporazum, a ne kapitulacija. Iluzornost i bezvrijednost ono malo koncesija, što ih srpski imperijalisti učiniše, kao i novo pojačavanje vojnog i ekonomskog pritiska srpskog imperijalizma izazivlju diferencijaciju u seljačkom pokretu i hrvatskom narodu uopće: jedni padaju sve niže i niže u kapitulacijskoj politici (odatle posljednji rascjepi u Radićevoj partiji), a drugi kroz čitav niz konkretnih borbi zapadaju u sve oštiji stav prema srpskom imperijalizmu, dolazeći postepeno ka spoznaji da se bez otvorene i odlučne borbe ne će moći izvojsčiti ni ravnopravnost, ni sloboda hrvatskog naroda. Sukobi, koje svakodnevno ima Radićeva partija sa radikalima pokazuju da hrvatski narod živi u periodu kapitulacijskog primirja, a ne sporazumaškog mira. Ostao je srpski imperijalizam, ostalo je hrvatsko pitanje, ostao je otpor potlačenih naroda. Jugoslavija ide u susret novim velikim borbama, sa novim taktičkim idejama boraca, sa novim ljudima i korigiranim partijama na čelu. Skupo iskustvo teških borbi do 1925. i sramne kapitulacije 1925. god. ne će proći badava. Jasno je, da je reakcija u Jugoslaviji i na Balkanu mogla posljednjih godina pobijediti samo zbog toga, što pokreti seljački, radnički i potlačenih naroda nisu kooperirali, što nisu predstavljali jedan front. Mučno, ali ipak, stvara se moćan savez potlačenih naroda i seljačkih i radničkih partija. Taj će savez pobijediti srpski imperijalizam i razrušiti velikosrpsku tamnicu naroda. Kroz samostalnost pojedinih naroda doći ćemo k njihovoj ravnopravnosti, a kroz nezavisnost pojedinih narodnih republika k njihovoj slobodnoj federaciji. U borbi za ovaj program, koji znači koliko ideal toliko i nasušnu potrebu svijetu balkanskih naroda, pripada hrvatskom narodu važno mjesto.

B. Delić

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARĂ

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Frontul unic al reacțiunii bulgaro-române contra mișcării național-revoluționare dobrogene

Ceeace am afirmat în articolul nostru din numărul precedent al Federației Balcanice se confirmă. Mai repede decât ne-am fi închipuit evenimentele vin să ne dea dreptate. În „conflictul” diplomatic dintre guvernul dela București și cel dela Sofia oligarhia română nu a urmărit să lovească și să „domesticească” clica sângeroasă ce stă astăzi pe grumazul poporului bulgar, ci să o câștige în vederea unei acțiuni comune contra mișcării național-revoluționare dobrogene. Crearea acestei înțelegeri oligarhice bulgaro-române a reușit, cum vom vedea îndată.

De ce oligarhia română prigonește în chip atât de sângeros mișcarea național-revoluționară din Dobrogea este ușor de înțeles. Oligarhia română supune populația dobrogeană, și mai ales pe cea din Cadrilater, unei asupriri naționale, culturale, economice și politice nemaipomenite, pentru că numai astfel speră oligarhia noastră să-și mai poată asigura stăpânirea asupra acestei provincii locuie în covârșitoare majoritate de bulgari (românii nealcătuiind nici 2% din populație). Mișcarea național-revoluționară însă luptă contra stăpânirii oligarhice române, contra asupririi, deznationalizării și jefuirii populației băștinase din Dobrogea și pentru eliberarea Dobrogei în cadrul unei Federații Balcanice libere; printr'asta această mișcare și-a câștigat simpatiile unanime și sprijinul întregii populații muncitoare din Dobrogea, dar în același timp și ura de moarte a stăpânirii oligarhice românești.

Este deasemenea ușor de înțeles de ce oligarhia română caută să câștige concursul burgheziei și clicei militariste dela Sofia pentru lupta sa contra mișcării național-revoluționare dobrogene. Cei 30.000 de emigranți dobrogeni refugiați în Bulgaria de urgia stăpânirii românești, sprijină, firește, lupta de emancipare pe care o duc mișcarea național-revoluționară dobrogeană. Pe dealtă parte în Bulgaria luptătorii dobrogeni urmăriti de autoritățile românești găseseră adăpost, pentru că până acuma, sub presiunea opiniei publice din Bulgaria, guvernul bulgar nu a putut refuza acestor luptători dobrogeni prigoniți, cari fug de urgia stăpânirii oligarhice române, dreptul de azil. Dacă oligarhia română câștigă colaborarea celei bulgare în reprimarea mișcării național-revoluționare dobrogene, atunci șansele gătuirii acestei mișcări sporesc considerabil.

Cum se explică însă faptul că guvernul bulgar se poate face complicele oligarhiei române contra populației bulgare din Dobrogea? În primul rând banda sângeroasă ce stăpânește la Sofia are de plătit oligarhiei române o poliță de recunoștință, căci aceasta a ajutat-o să doboare regimul lui Stambuliski și să se mențină la putere până acuma. Clica dominantă din Bulgaria știe apoi că de acest sprijin va mai avea nevoie și în viitor. Vândând interesele populației bulgare din Dobrogea burghezia reacționară bulgară dela Sofia plătește sprijinul primit și pe care-l va mai primi dela oligarhia română contra poporului bulgar. Burghezia bulgară poate cu atât mai ușor vinde interesele populației bulgare din Dobrogea, cu cât Cadrilaterul a fost totdeauna o fortăreață a Pardiului Tărănesc al lui Stambuliski și a oerotit pe refugiații agrarieni alungați de teroarea regimului dela 9 Iunie. La lovitura dela 9 Iunie emigrația dobrogeană din Bulgaria, spre deosebire de cea macedoneană, a rămas neutrală, ba în unele părți a luptat alături de agrarieni contra loviturii de stat a lui Tankoff.

Insfârșit guvernul terorist dela Sofia are și el tot interesul de a zdrobi mișcarea național-revoluționară dobrogeană pentru că această mișcare spre deosebire de cea macedoneană condusă de Todor Alexandroff și generalul Protogheroff, a fost și este o mișcare independentă de guvernul bulgar și de burghezia bulgară și partizana ideii Federației Balcanice și nu a ideii iredentiste-șoviniste bulgare.

Multă vreme totuși guvernul bulgar nu a îndrăznit să lovească pe față mișcarea național-revoluționară dobrogeană, care e sprijinită în Bulgaria de emigrația dobrogeană și de simpatiile masselor țărănești și muncitorești. Liga Militară, factorul dominant la Sofia, a încercat mai întâi să „câștige”, adică să răpească conducerea acestei mișcări, așa cum a făcut-o cu mișcarea macedoneană. Toate aceste încercări au rămas însă fără succes. În Martie 1925 a dat guvernul bulgar prima lovitură mișcării areștând în masă pe mem-

brii ei. Caracteristic este că paralel și simultan cu aceste areștări în Bulgaria au avut loc și în Dobrogea areștări în masă, ceea ce arată că încă depe atunci guvernele dela București și dela Sofia mergeau mână-n-mână împotriva mișcării național-revoluționare dobrogene. Conflictul din vara aceasta cu România pe chestia așa-ziselor incursiuni dela granița Cadrilaterului a furnizat însă guvernantilor sângeroși dela Sofia prilejul pentru a deschide deastădată un foc fatis contra mișcării și pentru a porni o acțiune de nimicire a ei.

În acest scop a avut loc la Sofia la sfârșitul lui Iulie o conferință specială, la care au participat Liapceff, Vălkoff, ministrul de război, prefeții din județele Șumen, Rusciuk și Varna (dela granița Cadrilaterului) și șefii de siguranță din aceste județe, și unde s'a elaborat planul de acțiune. Vălkoff a trimis apoi ordine speciale secrete șefilor de garnizoană din județele arătate, iar ministrul de justiție Kuleff circulări confidențiale șefilor de parchete, unde se indica precis ce măsuri trebuiesc luate contra „grupelor ilegale” sau „grupelor armate” ale mișcării dobrogene. În a doua jumătate a lunii August s'au operat peste 100 de areștări printre militanții mișcării dobrogene; o parte din aceștia au fost aruncați în închisori, restul au fost internați în Bulgaria de Sud și la Petrici, devenit dela 9 Iunie 1923 abatorul revoluționarilor bulgari. Județul Șumen, care este un centru al mișcării național-revoluționare dobrogene, a fost complet și literalmente blocat de armată și jandarmerie.

O lovitură crudă a primit însă mișcarea dobrogeană la 26 August, când au fost uciși în chip mișelesc în satul Givel patru dobrogeni de frunte, printre cari și *Docio Mihailov*, revoluționar curajos, întemeietorul mișcării național-revoluționare dobrogene. El s'a născut în satul Babul (Silistra), a fost arestat după lovitura dela 9 Iunie, judecat pe baza legii excepționale pentru apărarea statului, eliberat însă în luna Mai pentru a fi apoi ucis după trei luni. Docio Mihailov, de o energie rară, a fost sufletul mișcării dobrogene și datorită în cea mai mare parte lui mișcarea dobrogeană a căpătat un curs independent de orice influențe șovine. El a luptat pentru independența Dobrogei și pentru ideea Federației libere a tuturor popoarelor din Balcani.

Guvernul bulgar a mascat această acțiune ticăloasă contra mișcării dobrogene cu pretextul mai întâi, că-i vorba de bande de tâlhari; dar mai apoi, când a trebuit să recunoască că printre cei uciși este și Docio Mihailov, a îndreptățit uciderea cu pretextul că-i vorba de „agenți ai Internaționalei a III-a”. Asasinatele comise sunt numai începutul. Mișcarea dobrogeană a fost decapitată pentru a putea fi radical nimicită.

Situația guvernului bulgar se clatină, pentru că stăpânirea sa este așezată pe gătuiră masselor țărănești și muncitorești. El se află acuma înfața alegerilor județene. Opoziția pedaltă parte este pe punctul de a se înțelege pentru a duce lupta în comun contra guvernului Liapceff. Pentru a putea da lovituri opoziției, pentru a putea face alegerile sub teroare și menține cu vârsări de sânge regimul instaurat la 9 Iunie guvernul agită sperietoarea cu „pericolul bolșevic”. Areștări în masă au loc la sate (la Troian au fost areștați 100 de săteni sub acuzația de „gazdă de bandiți”) și la orașe (printre tineretul din fabrici și școli, printre conducătorii sindicatelor independente, printre intelectualii cunoscuți ca simpatizând cu stânga etc.). Iar ca un reflex al politicii interne guvernul bulgar caută ajutor într'o apropiere de România și Jugoslavia și de puterile imperialiste.

Împotriva frontului unic al burgheziilor reacționare din Balcani însă popoarele muncitoare dela orașe și dela sate trebuie să înfăptuiască frontul lor unic, care să ducă la realizarea Federației Republicilor libere din Balcanic.

I. Mateescu

„Aus den Totenhäusern Großrumäniens”

32 pag. de Vasile Spiru (edit. Ajutorul Roș Internațional)

Sub acest titlu, care în românește sună *Din Casele Mortilor din România-Mare*, a fost scoasă de către Comitetul Executiv al Ajutorului Roș Internațional broșura lui Vasile Spiru. Sunt o serie de schițe scrise într'o formă literară, dar, așa cum spune editorul, „toate smulse din viață, în cea mai mare parte trăite chiar de autor, în parte culese sau traduse și stilizate de el”.

Așa cum reeșă și din titlu, Vasile Spiru descrie, în rânduri succinte dar impresionante, „viata“ deținuților politici din închisorile României-Mari. De-acolo află cetitorul european ce înamnă lanțurile (12—15 kgr. de grele), carcera (siriul vertical), gherla dela Doftana, secția H., etc. Prin fața cetitorului trece „măncarea“ deținuților politici din România; el învață din paginile broșurei să cunoască bolile care-i atacă și epidemiile ce se abat asupra închisorilor și seceră pe deținuți (schiza intitulată *Tifosul exantematic la Galata*); grevele de foame la cari sunt împinși sau siliți să recurgă (*schiza Greva foamei și revolta dela Văcărești*, care descrie greva de foame a lui Cacenco și Schein și revolta de solidaritate a tovarășilor închiși cu ei pentru scoaterea lanțurilor). Impresionantă este descrierea încercării de evadare a unui grup de deținuți politici dela Jilava și torturile la cari au fost ei supuși după nereușita încercării; înfiorătoare este descrierea felului cum au fost „transportați pe jos“ — adică împușcați pentru „încercare de fugă de sub escortă“ — 13 țărani basarabeni.

Schize reușite luminează figurile lui Bujor (*De 6 ani în celulă întunecoasă*); a lui Max Goldstein, atentatorul dela Senat asasinat în greva foamei; a marinarului Ion Greecea, „Marty-ul român“; a lui Sașa Gurov, „simbolul metodelor de cercetare și torturare românești“. Însfârșit, după ce în schiza *Soldatul visează* cetitorul este inițiat în felul cum între santinelele dela închisori, feciori de țărani

îmbrăcați în haină de soldat, și „bolșevicii“ închiși raporturile dintre păzitor și păziți se transformă în raporturi de prietenie și tovarășie, broșura redă un document caracteristic: scrisoarea deschisă pe care un deținut politic o adresează călăului lui, directorului general al închisorilor din România, maior Cernat, ajuns și el pensionar al închisorii Văcărești, dar nu pentru convingerile sale, ci pentru fraude de 20 milioane lei și pentru fals în acte publice. Este singurul pic de humor în mijlocul acestor pagini de chin și tortură.

Broșura este prefațată de Barbusse și complectată cu numeroase desene (unul, reprezentând gherla, este opera originală a unui deținut) și fotografii documentare. Ea își va atinge fără îndoială scopul pentru care Ajutorul Roșu Internațional, această vastă acțiune de solidaritate revoluționară muncitorească, a scos-o: va contribui la întărirea mișcării de protest a opiniei publice cinstite din lume contra regimului la care sunt supuși deținuții politici în închisorile românești, va spori simpatia activă și solidaritatea efectivă în sânul muncitorilor din celelalte țări pentru frații lor căzuți prizonieri pe frontul de luptă român și va grăbi *legiferarea unui regim special de închisoare pentru condamnații politici* în satrapia oligarhiei brătieniste — obiectivul de căpetenie al broșurei.

Delablaș

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАША АНКЕТА

КОД ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА

О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

Д-р Август Форел

Август Форел родио се је 1 септембра 1848 у Ла Грасијез сир Морж у Швајцарској (Во). Кад је је завршио медицинске студије на универзитету у Цириху, он је постао асистент чувеног професора Гудена у Минхену. На повратку са научног пута по Западној Индији године 1879 био је позван за редовног професора психијатрије на универзитет у Цирих и постављен је за директора кантоналне болнице душевних болести у Бургхелцли. Он је остао на том положају све до 1898. Форел се не задовољаваше тим да врши само своје службене дужности. Он ради по 16 до 18 сати на дан. Он наставља своје студије о психијатрији, анатомији мозга и психологији. Он обелодањује резултате својих многобројних опажања и истраживања у својим чувеним делима. Поред научних радова, он се веома интересује за социјална питања и показује на том пољу необичну делатност. Он развија живу акцију за реформу кривичног права и за теорију ограничене одговорности. Он води огорчену борбу против неких социјалних зала, које он држи штетним и ствара у Цириху први ресторан без алкохола. Напушта у години 1898 свој службени положај, да се потпуно посвети хуманитарној акцији. Оснива у Лозани 1899 Лигу за Моралну акцију, која постаје расадником свих институција за морални и социјални напредак у Лозани. Захваљујући његовим настојањима, установише се у Лозани: Народни Дом, капља млека, федерација друштава за народно васпитање, социјални уред и т. д. Веома велик број социјалних институција био је основан под утицајем Форела и његовог дела.

Живећ на селу настојао је Форел придобити селачке за социјализам. Светски рат начинио је од њега убеђеног пацифисту — одушевљеног пацифисту — интернационалца и в четри године он посвећује све своје силе борби против рата.

Форел је веома велики пријатељ човечанства и чувена личност нашег доба.

Цитирамо само нека од његових дела: Сексуално питање и сексуални морал; О нашој људској спознаји; О одговорности нормалног човека; Пиће у нашим обичајима; Културна настојања садашњице; Хипотетички морал и људски морал; Мисао, слобода и социјализам, савезне државе земље и т. д.

На 1^о. Македонија мора бити ослобођена и она мора сачињавати државу независну од Грчке, Југославије и Бугарске. Она је доста трпила до сада од супарништва ових трију земаља, које ја познајем са мог боравка у тим странама године 1910.

На 2^о. Заиста не! Требало би поштовати народне мањине као што и верске и језичне и оне би морале бити праведно заступане. На Балкану данашње владе газе их при томе ногама!

На 3^о. Ја сам већ у првом питању одговорио и на ово питање: Македонија се мора ослободити и сачињавати властиту државу као што и Албанија и Црна Гора.

Ја верујем у могућност Балканске Федерације под другим владама, које би биле доиста демократске, социјалне и либералне и поштовале једнако свачија права, људи, жена и младића. Да се достигне тај циљ треба да сваки појединац, **подреди** свој интерес општем људском добру, које је интернационално. Између осталог треба да сваки државни министар добро зна да и он мора у своје време опет вратити натраг у обичне редове.

Доле тирани, били они крвници или не!

Д-р А. Форел

Пашић долази!

Пашић долази! Hannibal ante portas!
У Београду, у круговима владе и двора, у круговима високих политичких интриганата и шпекуланата завладала је силна нервоза. Постојало је толико планова и акција у вези са болешћу Пашићевом и очекиваном његовом смрћу. А он, баксуз, није ни сада хтео да умре. Оздравио је, опоравио се и враћа се у земљу.

Нешто више од годину дана, Пашић је и против своје воље пристао на заједничку владу са Радићевом партијом па и са самим Радићем. Пашић је сматрао то провизоријумом, мислећи да разбуца Радићеву партију и затим преко разних комбинација успоставити ничим неограничену хегемонију Срба у држави и радикалске партије у државној управи.

Али се Пашић у својим рачунима грдно преварио. Српски хегемонисти немају више довољно нити материјалних, нити политичких снага, да би обновили неограничену хегемонију, питање је хоће ли морати чинити веће или мање концесије. Пашић није то схватио и за то је успело његовом ривалу-двору и краљу Александру, да га избаци из владе и потисну у позадину. Већина радикалског посланичког клуба, корумпираног до фоши, предвођена министрима Максимовићем и Узуновићем, волела је сачувати власт и хар, него верност свом «седом шефу». Кружни финансијери, индустријалци и трговци, притиснути тешком економском кризом, нису много жалили за Пашићем, који је био симбол непрекидне унутрашње борбе са Хрватима. Моћ камариле је расла, а кад се је Пашић још разболео, двор је већ видео остварене своје планове о разбуцању и радикалске и Радићеве партије и завођењу личног т. ј. апсолутистичког режима.

Овај смео план двора није остао без одјека. Радић, који је до тада слепо помагао двор, почео је да се осигурава од дворских агената и искључио је једног таквог, министра Никића, из своје странке. У радикалској партији почеше људи да се побојавају новог Виљемамалог Александра. Поред других устао је и Настас Петровић против дворског плана оразбијању радикалске и радићевске партије. Српско сељаштво, које преставља резервоар снаге српских империјалиста, тражи данас смањење пореза, олакшање извоза, снижавање цена индустријским артиклима, а не апсолутизмом à la Александар Обреновић. Пашић који је сада оздравио, покушава да искористи незадовољство српског сељака па и свег оног света из вароши, који је запао у кризу, да би се повратио на власт. Пашић шаље сада поруке, да треба поштовати вољу народа и чувати парламентаризам! Пашић у улози Сен-Жиста! Но ово му не иде од руке. Говори се и о томе, да Пашић и Радић тајно преговарају о заједничкој одбрани од двора и о формирању заједничког министарства. Пашић спрема конгрес радикалске партије, да преко њега, ослањајући се на незадовољне масе, обрачуна се са министрима и посланичким клубом.

Југословенска политика спала је данас на борбу клика, спекуланата, корупционаша. Народне масе се налазе спутане на подножју тирана и демагога. Али је опасна игра, коју спроводе ови злочинци на власти. Ово невођење рачуна о потребама народа, ово изгладњивање и пљачкање народа, ово играње са интересима народа, ова слепа борба клика не може се завршити другојачије него катастрофално. Може да победи у први час Пашић, може и краљ Александар, али њихове победе не могу бити друго ништа него изазивање масе. Интриганти постану ће жртве својих властитих сплетака. Ни Пашић, ни двор немају ништа народу да даду, немају ништа ново да кажу.

П. Марић

جو استقامتده انكشافه تمايل كوسترييور — يا خودده اك اوافق بر ضربه ايله تارومار اولور.

امكجي كتلهلريني انقلابه باغلامق ايجين پارلاق نطقلر، ظرف مقالهلر، مشعشع سياحتلر كافي دكلدر. اصل مسئله بو كتلهلر ك اقتصادي وسياسي وضعيتلرينك نظر اعتنايه آلتماسيدر. حالبوكه بو كونكي حكومت — بو كونلرده دولت آپاراتي اداره ايده بيله جك اك انقلابي بر زمره نك آلتده بولونديغي حالده بيله — داينديغي اجتماعي قوتلرده وجوده كلهن تبدلر وبو تبدلره كوري كورينه انقياد ايمه سي دولاييسيله، توركييا خلق كتلهلري اوزرنده كي نفوذيني كيت كيده غايب ايتكده در وسو قصد تشيشي ده بو واقعه بي بك اعلا نظر دفته آلتلدر. خلق فرقه سي حكومتك طونديغي يكي اقتصادي استقامت هيچ ده خلقك منفعتنه او يعون دكلدر. بيك بر شكلده كي ويوكيلر، حيات بهاليلغي، سرمايه تراكمك باربارجه انكشافي وبو باربارلغي حكومتك چوق دفعه حمايه ايمه سي بوكون انقلابي تمثيل ايتك ايسته بئله كتلهلر آراسنده درين بر او چوروم قازمقده در.

اقتصادي وضعيتلري كوندن كونه بر بادلاشان امكجيلر ك سياسي وضعيتلري ده چوق جيعدر. فقير كويلو وعملهلر ك منفعتني مدافعه ايده جك سياسي انقلابي بر غزته نك نشري بيله امكانسدر. بو وضعيتك بو صورته انكشافي توركييا انقلابي ايجين بر فلاكتدر. توركييا انقلابك باشنده بولونلر بوكون بو انقلابك دوستلري ايله دوشمانلريني تفريق ايمه ليدرلر. انقلابك درينلشمه سي نامه اوفك دوشمانلري اك اوافق بر ده موقراتيك حقدن بيله محروم ايديله ليدر. بوكا مقابل انقلابك اك صاغلام استناد كاهي اولان امكجي كتلهلرينك كنيش ده موقراتيك حقلري بر آن اول طائيماليدر. عكسي تقديرده ضاخورشيدك آتمعه موفق اولاماديغي طابانجه نك تكيني، بو سفر انقلابه قارشى بالذات خلق فرقه سي چكمش اولور.

محمد سليمان

جمهوريت فرقه سنك صورت تشكلي وماهيتني خلق كتلهلرينه ايصاح ايتكه چاليشيركن بعض بوليتيقاجي جزاللك اقبال احتراصلريني حركت نقطه سي اولارق قبول ايديور. في الحقيقه بو نوع آداملر ك شخصي احتراصلري بر واقعه اولسه ده، سياسي بر حادثه بي ايصاح ايده جك بر مبدأ نقطه سي دكلدر. اصل مبدأ نقطه سي ترقييور جمهوريت فرقه سنك داينديغي اجتماعي قوتلرده آرامق لازمدر. كاظم فره بكر پاشانك: «بن خلق فرقه سنك اقتصاد ومعارف سياستنه معارض اولديغم ايجين بو فرقه دن چيقدم...» «... حركته صوكردان اشتراك ايدن ايكنجي درجه ده شخصيتلر، اوكا باشقا بر استقامت ويرمه چاليشيلر...» طرزنده محكمه ده سويله ديكي سوزلر چوق شايان دقتدر.

اوت، ترقييور جمهوريت فرقه سي، خلق فرقه سنك اقتصادي سياستنه معارض اولان اجتماعي بر صنفك، توركيانك بو يوك شهرلنده مراحه جيلق، نه مپه رياليزم ماليه سنه سيمسارلق ياپان بورژوازينك سياسي بر تشكيدر. كاظم فره بكر پاشا كي آداملرده، هر هانكي بر سبيله اولورسه اولسين، بو تشكلك باشنه كچن آله باشيلدر. كاظم فره بكر پاشا كي شخصيتلر ك جمهوريت انقلابه يادقلري اك بو يوك هانت شخصي احتراصلري دكل، بو انقلابك اك بو يوك دوشماني اولان نه مپه رياليزم يارداچيلرينك سياسي تشككنه اوك اياق اولماليدر. ونلري بو نقطه نظر دن محاكمه، تشهير ومحكوم ايتك ايجاب ايدردي. استقلال محكمه سنك ويرديكي آغير جزالر، مراحه جي وه مپه رياليزم ماليه سنه يارداچي بورژوازي بي احاق — موقتا — بعض سلاحلردن خريد ايده بيلير. انقلابي، بو مضر تلي دوشماندن، قورتارار بيلك ايجين ده چوق اساسلي ودرين تدبيرلر آلق ايجاب ايدر. بو سويرلر ك مهمي واساسلسي امكجي خلق كتلهلريني ده قوتلي بر صورتده انقلابه باغلايا بيلمكدن. خلق كتلهلرينه دايتاميان بر انقلاب اساسي معنا وماهيتني تماما غايب ايدر — كه بوكون توركييا انقلابي

رقيب و ايدياً دشمن اولان مملكتلر آراسنده تقسيم اراضى اصوليه دائمى بر صلح تأمين ايتك عادتا رياضى بر امكانسزلقدر. هر برى ادارى مختاريتى محافظه ايتك شرطيله بوملتلر سياسه بر كته حالنده اجتماع ايدرسه مسئله بردنبره قولايلاشير. بو صورته هر ملتك منابع و قوتلرى سريع بر انكشاف آلا بيله جكلر و هپسى برلشرك متين بر جامعه يه انقلاب ايدجكلدر. بويه جه غايت قوى الشكويه برامت (Supernation) وجوده كله جكلدر. ديكر طرفدن هر بر خصوصى مليت محلى شخصيتى محافظه ايدرك ديكريله سر بسججه اتفاق ايدجكندن بونلرى زورله تضيقه و محو ايتكه توسل ايتيه جكلدر. مليتلىر، يا شامق و بوبومك ايجون زمانزده تجاوزى و يا تدافعى قوتلره مراجعتدن باشقه واسطه لرى يوقكن متقابلاً ائتلاف ايدر و بر موازنه سياسيه تاسيس ايدرلرسه ائيديه صلحاً حيات و تكامللرينك يوللرني بولاجقندر.

۴ - شمديكى حكومتلر بالقان فده راسيونى قورومق لياقتى حازر دكلدرلر. آنجق تميزده موقراسى اصولنه استناد ايدن بر شكل حكومت بويه سياسى بر مؤسسهي بنا ايديه بيلير. بوكون دنيا ده موجود فده راسيونلر آنجق بو پره نسييه استناد ايتكله وارلقلرني محافظه ايتكده در. اسكى و باخاصه معاصر تاريخ بزه كوستر يبوركه يالكز مستبد حكومتلر دكل خلقك ايجندن دوغمايان و خلقه استناد ايتيه بر هر حكومت تمثيل ايتديكى اجتماعى طبقه لرك منفعتلرني مدافعه ايتك مجبور يتنده اولديغندن بوكي بر حكومتك تشبيله آنجق صنعى و چوروك بر فده راسيون تشكىل ايديه بيلير.

۵ - بالقانلرده جمهوريتجى بر فده راسيون تشكىل ايتك فكرى محلى و عمومى حربلرك تاريخى اوجانغى اولان بو قطعه ده صلح و مسالمتى تأمين ايجون عقله اك يقين كلن منطقى بر تدبيردر. شمديلك اورويانك بو كوشه سنده حكمران اولان مستبد اداره لر بويه بر پلانك تطبيقنه مانع اولمقده در. بو مشكلانه رغبماً بويه مصيب بر فكرى ايلك دفعه درپيش ايدنلر مايوس اولماملى و خلق آراسنده انتشارينه چالشميلدر. ديكر دنيا ده اولديغى كبي بوراده دخی حد و رقابت سياستك و خيم نتيجه لرى كيتكجه محسوس اولمقده و جسور مجد دجيلر ايجون مساعد بر زمين احضار ايتكده در. اسكى اداره لرك هر طرفه سربديكى تحزيبات و سفالت سرك مدافعه ايتديكلر صورت حلى عادتا ضررى قيلاجقندر. بو ايديه آل يواش يواش يول بولاجق و علاقه دار خلق طبقه لرينى قازانا جقدر. عملى هيج بر تشبث يوقدر كه خلق نووير ايديلدكدن سوكره غلبه ايتيه سين. سرك ده املكز عملى اولديغى ايجون موفقيتى شبهه سزدر.

هانرى باروس

صلح و عدالت مجاداه سنده بونجه مشقت چكمش و بالقان ملتلى آراسنده كى عائله حربك بتون تفرعائه واقف اولان سزلى بويارم آطه يى حال حاضر ك فلاكترندن و معروض اولديغى آنارشينك مستقبل تهلكه لرندن وقايه ايجون يكانه چاره اوله رق بر بالقان فده راسيونك تشكىلى توصيه ايديبورسكز.

۱ - هيج بر تميز وجدان، فرقه جيلقدن معرا هيج بر دماغ يوقدر كه ماكدونيا مسئله سنك بوكونكى صورت حلى مديتتى تمثيل ايدنلرك اوقدر طلاقتله افاده ايتدكلرى حق و عدالت دستورلرينه و بناء عليه صلح منافعه موافق بولسون. ماكدونيانك بوكونكى تقسيمى مجاور دولتلرى (صربستان، يونانستان بلغارستان) نمون ايتك ايجون ترتيب ايديش بر تاليف بين در. بر جامعه مليه يى كفى بر طرزده پارچه پارچه ايدن بو تقسيم، بويه جه پارچه لاديجى قومك آرزو و احتياج لرني نظر دفته آلامقده در. حق و اخلاقك بويوك دستورلى خلافنده صنعى و جبرى واسطه لره محلى بر شخصيتى افنا ايتك ايسته ين بو تقسيم، بوندن استفاده ايدن دولتلرى بيله تماميله نمون ايتمه مكدده در. بالعكس دينيله بيلير كه بويه حركت ايتكله تقسيم ايدنلر آراسنده ده ا زياده حرص و نفاق كيرمكده در.

حقيقه ديديكلر كى ماكدونيا اها ليسى بوكون تورك اداره سندن ده ا فنا بر اسارت آئنده ايكله مكدده و برينكى تعقيات دوره سنده بولونمقده در. شمدي يه قدر ماكدونيا اها ليسك بو اسارتى و افناسنى ميين شخصى بر چوق و وثيقه لره اله كچمشدر. بو كتله بشريه يى قورنارمق و ياشاماسنه امكان و برمك ايسته نيليرسه اونى اوچ پارچه يه تقسيم ايدن و اجنيلر آراسنده بوغولماسنى ائناج ايدن شمديكى صورت حلدن واز كچمك لازمدر.

۲ - بوكون بالقانلرى اللزنده طوتان و تارنجده هنوز مثلى كورولمه مش اولان مرتجع حكومتلرك زير اداره سنده اقليتلرك حقوقى تأمين ايتك ممك دكلدر. قوتلى بر ضابطه يه استناد ايدن بو مستبد حكومتلر كندى مابه لرينه و اومايان و تعقيب ايتدكلرى سياست ايله طبان طبانه ضد اولان بوكي حقوقى هيج بر وقت حمايه ايديه مرزلر.

۳ - شرقك بويوك شبه جزيره سنده يان يانه ياشايان يونان، يوغوسلاو، بلغار و رومانيا ملتلرندن مركب بر فده راسيون تاسيس ايتك فكرى بوملتلر آراسنده كى دائمى نفاق و حرب تهلكه لرني ازاله ايجون اك اى واسطه در. بوملتلرك متقابل آرزولرينى و طلبلرني تماميله نمون ايتكه چالشمق كى غير ممك بر تشبثدن فراغت ايتلدر. چونكه عيني زمانده هپسى تظمين ايتك قابل دكلدر. يكديكرينه

ازمير سوؤ قصد تشبثندن آيناجق درسلر.

انفعال و احتراصلرك بر نتيجه سى اولاراق كوسترمك بو تشبثك خارجى شكلى آئنده ياتان اجتماعى قوتلرك مجاداه سنى ميدانه چيقارمامق و بوكا نظراً تدبيرلر و استقامتلر المامق توركيا جمهوريت انقلابى نامه ياييلان چوق آخير بر خطادر. استقلال محكمه سى بو تشبثك اساس عاملى اولان رقيپرور

توركيا رئيس جمهورى مصطفى كمال پاشا يه قارشى ياييلىق ايسته نيلن سوؤ قصد تشبثى توركيانك بوكونكى داخل و ضعيتتى تدقيق و ايضاح ايتك ايجين بر آناختار وظيفه سنى كوره بيلير. توركيا مطبوعاتى و استقلال محكمه سى بو سوؤ قصد تشبثك سبب و ماهيتنى ياكلش بر نقطه نظرله تفسير و ايضاحه چالشمقده درلر. بو تشبثى شخصى

بalkan قده راسيونى

هر اون بش كونده انتشار ايدر

بalkan اقليتلرينك ومظلوم ملتلرينك مجموعده سيدر

بالعموم balkan لسانلرنده يازيلمقده در

سياست و ادبيات آدملى نرندده آنكمتز.

هانرى باربوس.

بورسكز، بر چوق قوملرك يالكر رفاه وسعادتلرينك دكل، حياتلرينك باغلى قالدغي بو بويوك مسئله نك اخيرا كسب ايتديكي فجع اهميتدن دولابى سؤالريكزه جواب ويرمكي وظيفه دن عدايتدم. اطرافلرنده جريان ايدن حادثلرى بر نظر لا قيدي ايله باقايان كوكل صاحبي آدملى، balkan لرنده كي مثلى كورولمه مش و نتيجه سي مجهول هائله نك انكشافى هيچان ايله تعقيب ايتديلر. شمدي يه قدر غرب افكار عموميه سي بر چوق وقايحه مطلع اولديسه ده مسئله هنوز كافي درجه ده تعميق ايديله مش و بتون فسختيله انظار عامه يه قولمامشدر. ايشته قهرمان ونجيب بر غايه نك مثلى اولان "بalkan قده راسيونى" موجوديتنى بو مقصده حصر ايتكده در. اورالده ولى ايدن قاريشيق حادثلرى نوبور ايتك ايجون غزته كرك صرف ايتديكي مساعيدن خبردار اولديغمدن سؤالريكزه جواب ويرمه دن اول حريص امللرك دوغوردغي بو مدهش وضعيتى اوروپا افكار عموميه سي اوكنده آپ اچيق ميدانه قويدىغكردن دولابى همت وغيرتكزه تشكر ايتك ايسترم.

۱۷ مائس ۱۸۷۲ تاريخنده Asnières ده دوغمش اولان هانرى باربوس فكر و عملى شخصنده تمثيل ايدن نادر محررلردن بريدن. "آتش" ك مشهور مؤلفى قايتاليزم اجتماعى سيستميله حرب عليهنده شديد بر مجادله اچمش اولان "حربه اشتراك ايدنر برلكى" نك باشنه كچمش وعينى مقصده تشكىل ايدن بين الملل اتحادك كاتب عمومىلكنى در عهده ايتشدر.

بالجمله محررلر آراسنده حرب عمومى وهم درلو حرب عليهنده كي مدهش اتهاملريله باربوس كي نشرياتلرنده موفق اولانلر نادرلر. باربوس "آتش" دن صوكره صره ايله "ايدنلق"، "قلب برقاچ كوشه سي"، "حربه اشتراك ايدنلردن برينك سوزلرى"، "چقورده برضا"، "ديشدر آراسنده بچاق" و اخيرا "كلچه له مه" ي نشر ايتشدر.

* * *

يولداش وسوكيلى مسلكداشم، balkan لرنده كي وضعيت حاضريره دائر فكرى اوكرنمك ايسته -

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
5 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (901—912)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique
Emanuel Duveiller — Arthur Ponsonby — Ben Tillett
Paul Louis: La fournaise balkanique
Henri Barbusse: Le Congrès de la Paix de Genève, instrument d'impérialisme
La résolution de la Conférence Constituante de l'O. R. I. M. (Unifiée)
Les «Autonomistes» et le Comité Balkanique de Paris
Les massacres en Dobroudja: Un appel de l'Organisation des émigrants dobroudjanais à Sofia
I. Mateescu: Le dernier meurtre de la Sigurantsa
Le II^{me} Congrès des minorités ethniques
P. Maritch: Après les élections municipales en Serbie
La réaction dans les Balkans: Faits et événements
Revue de la Presse

Texte allemand (913—914)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation
Dr. August Forel
Melingos: „Das lateinische Kaisertum“

Texte albanais (914—915)

Një oficer shqyptar: Mr. Sterling, oficeri i koloniravet bëhet mercenar i Ahmet Zogut

Texte bulgare (915—917)

Добруджански: Добруджанското революционно движение под ударите на ромжската и българска реакция
Г. Казановски: Сред размената на дипломатическите ноти Автономистите и Балканския комитет в Париж

Texte grec (917—918)

A. Αυσιερ: Οι δημιοι του Άνδρ Μπαρμπους

Texte croate (919)

Naša Anketa o Balkanskoj Federaciji

John Wheatley

B. Delić: Mučeništvo narodnih manjina Jugoslavije

Texte roumain (920—921)

I. Mateescu: Frontul unic al reacțiunei bulgaro-române contra mișcării național-revoluționare dobrogene

Delablaș: „Aus den Totenhäusern Großrumäniens“

Texte serbe (921—922)

Наша Анкета о Балканској Федерацији

Д-р Август Форел

П. Марич: Пашин долази!

Texte turc (922—924)

سياست و ادبيات آدملى نرندده آنكمتز: هانرى باربوس
محمد سليمان: از ميير سوه قصد تشبندن البناجق درسلىر